



# natura 2000

LETTRE D'INFORMATION NATURE, COMMISSION EUROPÉENNE DG ENV

Numéro 20 - Mai 2006

## SOMMAIRE

### Page 1 > 11



**Enrayer le déclin de la diversité biologique d'ici 2010**

Préserver la biodiversité européenne	1
Renforcer le cadre d'action international: la convention sur la diversité biologique	3
De l'importance de la biodiversité	4
Menaces pour la biodiversité européenne	7
Vers 2010 et au-delà	10

### Page 12 > 15



**Intégrer la biodiversité dans d'autres secteurs**

Un Cadre pour l'intégration sectorielle	12
Progression à ce jour	13
Les défis de demain	15

### Page 16 > 17

**Baromètre Natura 2000**

### Page 18 > 20

**Biodiversité et économie**

### Page 21 > 26



**LIFE au service de la biodiversité**

Mise en œuvre de Natura 2000	21
LIFE sur terre	22
LIFE pour les oiseaux	25
LIFE en mer	25
Demain LIFE+	26

### Page 27 > 28

**Le compte à rebours 2010**

### Page 29 > 31

**Natura Brèves**

### Page 32

**Semaine verte 2006  
Programme de la Conférence**

## Thème de ce numéro LA BIODIVERSITÉ



© LIFE00 NAT/SLQ/007118

### Enrayer le déclin de la diversité biologique d'ici 2010

## Préserver la biodiversité européenne

En 2001, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se sont engagés à relever le défi ambitieux de mettre un terme à la disparition de la biodiversité d'ici 2010. Cet objectif est inscrit à la fois dans la stratégie de l'UE en faveur du développement durable et dans le sixième programme d'action pour l'environnement. Le Conseil européen a, de manière répétée, souligné l'urgence d'une action accélérée dans ce domaine, le plus récemment lors de sa réunion du 9 mars 2006. Par ailleurs, au Sommet mondial sur le développement durable de 2002, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, avec 130 autres dirigeants du monde, ont pris l'engagement de réduire sensiblement le rythme de la dégradation de la biodiversité à l'échelle planétaire d'ici 2010.

Ce numéro de la lettre d'information Natura 2000 passe en revue les mesures adoptées pour respecter l'engagement de mettre fin à la perte de biodiversité en Europe à l'horizon 2010. Il rend compte des initiatives en cours et récentes, au niveau politique comme sur le terrain, et se penche sur l'intégration de la biodiversité dans des domaines comme les politiques agricoles

et de développement. Certaines initiatives des acteurs économiques visant à intégrer la biodiversité dans leurs stratégies et activités sont examinées. Ce numéro fait également le point sur le programme LIFE-Nature de la Commission européenne et les résultats obtenus en matière de protection et de gestion des espaces Natura 2000 ainsi que des espèces et habitats couverts par le réseau.



La lettre d'information NATURA 2000 est publiée par les unités LIFE et Conservation de la Nature de la Direction générale de l'Environnement (DG ENV) de la Commission européenne. Cette lettre d'information qui paraît deux fois par an est disponible en anglais, français, allemand, espagnol et italien.

Ces dernières années ont vu un certain nombre d'initiatives nouvelles en faveur de la biodiversité et un regain d'intérêt pour l'objectif 2010 à mesure que l'échéance se rapproche. En 2003, la Commission a initié, avec les États membres et la société civile, un large examen de la mise en œuvre, de l'efficacité et de l'adéquation de la politique communautaire en faveur de la biodiversité. Cela s'est traduit par une conférence des parties prenantes organisée par la présidence irlandaise et la Commission à Malahide en mai 2004. À l'issue de cette conférence, le "Message de Malahide" a obtenu un niveau de consensus sans précédent sur les priorités à mettre en œuvre pour exécuter les engagements pris pour 2010 (voir article dans ce numéro). Le Conseil a ensuite invité la Commission à rendre compte des progrès réalisés, à la lumière du réexamen de la politique et, en particulier, du Message de Malahide. En réponse, la Commission va présenter dans les prochains mois une communication intitulée "Enrayer la diminution de la biodiversité d'ici 2010, et au-delà". À ce sujet, une consultation du public par l'internet a montré un large appui pour l'approche proposée par la Commission. La communication pourrait avoir pour axe principal un "plan d'action communautaire pour 2010 et au-delà" définissant les actions et cibles à poursuivre dans le cadre d'un nombre limité d'objectifs prioritaires et de mesures de soutien.

*Le pic noir (Dryocopus martius) est l'une des nombreuses espèces bénéficiant de Natura 2000.*  
© Arge NATURSCHUTZ-LIFE00 NAT/A/007055



*Un monde de découvertes : l'amour de la nature commence dès l'enfance.*  
© LIFE99 NAT/F/006321

Pour accompagner et soutenir la communication de la Commission, la Semaine verte 2006 sera consacrée au thème de la biodiversité. Son programme est articulé autour de quatre grands sujets:

1. Biodiversité: un enjeu mondial,
2. Gérer les ressources naturelles,
3. Espace et nature et
4. Biodiversité et société.

Elle sera encadrée par un large éventail d'événements et rassemblera des intervenants et participants de toutes les couches de la société, notamment des décideurs des États membres et de l'UE, des groupes scolaires, des ONG, des responsables dans le domaine de l'environnement, des entreprises ainsi que des intervenants extérieurs à l'Europe (voir programme au dos de ce numéro).

### Natura 2000 à l'horizon 2010

Dans la foulée des priorités définies à Malahide, les États membres et la Com-

mission se sont donné pour objectifs de compléter le réseau Natura 2000 terrestre en 2005, de désigner les sites marins d'ici 2008 et de préciser et mettre en place les objectifs de gestion pour tous les sites Natura 2000 d'ici 2010. Même si l'objectif concernant le réseau terrestre n'a pas été atteint, d'importants progrès ont été réalisés. La classification des zones de protection spéciale (ZPS) pour les oiseaux est largement achevée dans l'UE25. La désignation des sites d'importance communautaire (SIC) dans l'UE15 est presque finalisée alors que la finalisation des SIC reste à déterminer pour l'UE10. En ce qui concerne l'UE15, la liste des propositions de SIC (pSIC) dans les régions atlantiques et continentales a été adoptée en 2005 et l'évaluation de la région méditerranéenne devrait aboutir à une adoption au début de 2006. Pour l'UE10, les séminaires biogéographiques, au cours desquels la pertinence des pSIC est évaluée par un comité scientifique et la Commission, devraient se terminer en mai 2006.

Lorsque tous les États membres auront rempli leurs obligations, on estime que les sites Natura 2000 couvriront 18 % du territoire de l'UE25<sup>1</sup>.

Nicholas Hanley  
Chef d'unité Nature et Biodiversité  
DG Environnement,  
Commission européenne

<sup>1</sup> Les sites Natura 2000 comprennent aussi bien des SIC que des ZPS. Un site peut être à la fois un SIC et une ZPS s'il présente des habitats intéressants tout en hébergeant des espèces d'oiseaux ayant une importance communautaire.





**La diversité biologique**, couramment désignée par le terme "biodiversité", est définie par la convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) comme la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes. (art. 2 de la CDB, 1992)

© Arge NATURSCHUTZ- LIFE00 NAT/AN007055



## Renforcer le cadre d'action international: la convention sur la diversité biologique

**Les États ont à la fois le droit souverain d'exploiter leurs ressources et le devoir de veiller à ce que les activités sous leur juridiction ou contrôle ne portent pas atteinte à l'environnement d'autres États. Il n'en demeure pas moins que la protection de la biodiversité transcende les frontières nationales.**

La Convention sur la Diversité Biologique (CDB) ne contient que peu de dispositions directement applicables. Son organe décisionnel – la Conférence des Parties (CdP) – a adopté toute une série de programmes de travail, lignes directrices et autres mesures visant à créer un cadre global pour l'action au niveau national et régional. La CDB s'intéresse à la biodiversité des principaux types d'habitats de la planète (forêts, terres agricoles, zones arides et subhumides, océans et zones côtières, eaux intérieures, montagnes et îles) et à des problématiques transversales, comme les espaces protégés, l'accès et le partage des avantages, les mesures d'incitation et les espèces envahissantes. Dix ans après le Sommet de la Terre de Rio, la sixième Conférence des Parties à la CDB (CdP6) s'est réunie à La Haye en 2002 et a adopté le Plan stratégique de la Convention. Ce plan vise à freiner considérablement le rythme de perte de biodiversité d'ici 2010, un objectif approuvé lors du Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu en 2002 à Johannesburg.

Le Protocole de Carthagène sur la biosécurité (PCB) a été adopté par les Parties signataires de la CDB en 2002. Il régit les mouvements transfrontaliers des organismes génétiquement modifiés (OGM) en vue de protéger la biodiversité et la santé humaine. Le Protocole sur la biosécurité repose sur le principe de précaution et cherche à concilier commerce et protection de l'environnement. Il a été ratifié par l'UE le 27 août 2002 et est entré en vigueur le 11 septembre 2003.

La huitième Conférence des Parties à la CDB (CdP8) et la troisième Réunion des Parties au Protocole de Carthagène sur la biosécurité (RdP3), se sont tenues conjointement en mars 2006 à Curitiba (Brésil). Quatorze ans après Rio, la CDB revient "à la maison". La

conférence a fait l'inventaire des progrès réalisés dans la perspective de 2010 et a renforcé la capacité de la CDB à dynamiser les actions menées à l'échelle mondiale pour mettre en œuvre les dispositions de la CDB et du PCB. "Protéger la biodiversité est l'une des quatre priorités de la politique environnementale de l'Union européenne et une part essentielle de l'approche européenne est d'intégrer les questions de biodiversité dans tous les aspects de la législation environnementale", souligne le Commissaire à l'Environnement Stavros Dimas. L'UE a contribué de manière substantielle à la réussite de la CdP8 et de la RdP3 et s'engage pleinement à assurer une meilleure gouvernance mondiale pour soutenir l'action nationale et régionale.

La Communauté européenne et tous ses États membres sont signataires de la Convention sur la diversité biologique (CDB). La CDB est le fruit de la Conférence sur l'environnement et le développement – le "Sommet de la Terre" – qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992. Elle se compose de 42 articles qui définissent un programme visant à concilier le développement économique et la nécessité de préserver la diversité biologique des gènes, espèces et écosystèmes. L'article 1 énonce les objectifs suivants:

- la préservation de la diversité biologique;
- l'utilisation durable de ses éléments;
- le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.



## De l'importance de la biodiversité

La biodiversité est importante pour de multiples raisons, qui vont du rôle qu'elle joue dans la régulation des processus naturels et la fourniture de produits essentiels jusqu'à sa contribution à notre économie, à notre santé et à notre sentiment général de bien-être.

**S**ur le plan éthique, nous avons la responsabilité de protéger la biodiversité pour les générations futures et pour la valeur intrinsèque qu'elle représente. Ainsi, puisque nous ne pouvons prévoir avec certitude l'évolution de nos besoins, il nous est impossible de savoir quand certains éléments de biodiversité nous seront nécessaires, aussi peu intéressants qu'ils puissent paraître aujourd'hui. Le maintien de la biodiver-

sité sauvegardera les possibilités d'une utilisation éventuelle par les générations actuelles et futures, notamment en ce qui concerne les produits médicaux. Pour beaucoup, la biodiversité possède également une valeur intrinsèque: fruit d'une évolution de 3 milliards d'années, elle est la condition de la poursuite de l'évolution et ne doit pas être considérée simplement du point de vue de son utilité pour les humains mais en tant que

partie d'un système global et unique.

**Sur le plan émotionnel**, la biodiversité et la nature soutiennent notre identité culturelle, offrent inspiration et réconfort spirituels et, sans doute pour ces raisons, jouent un rôle important dans l'identification collective. Une enquête Eurobaromètre récente (2005) montre que sept citoyens de l'Union sur dix estiment que l'état de l'environnement



*L' Aster de Sorrentino n'existe plus que dans huit endroits en Sicile. LIFE préserve ce genre d'espèces rares en permettant aux acteurs locaux de mettre en place un système de gestion durable de l'espace.*  
© Michele Lischi

### LIFE préserve la biodiversité en Sicile

Au fil des ans, le programme LIFE-Nature a soutenu de nombreux projets de préservation d'espèces rares et menacées. Comme toutes les îles de la Méditerranée, la Sicile compte un grand nombre de plantes endémiques, uniques au monde. Un projet LIFE récent a permis de mettre en place une gestion de ces plantes vulnérables dans la partie volcanique du sud-ouest de l'île. Il s'agit notamment de la délicate Aster de Sorrentino (*Asteraceae*) de la famille des pâquerettes et d'habitats plus diffus comme les marais salants naturels, les plans d'eau temporaires et les prairies sèches. Préserver ces zones ne peut réussir qu'en impliquant les acteurs locaux, fermiers et éleveurs de bétail pour mettre en œuvre un système durable de gestion de l'espace. LIFE contribue ainsi à améliorer l'économie locale: six nouveaux emplois sont nécessaires pour la gestion des sites. Des aménagements pédagogiques pour les visiteurs tentent de promouvoir l'écotourisme et de sensibiliser la population locale et les touristes.



Référence du projet: LIFE04 NAT/IT/000182  
Site Internet: [www.macalife.it](http://www.macalife.it)



exerce une influence sur leur qualité de vie. D'autres études confirment que la nature et la biodiversité ont un effet positif sur la santé et l'équilibre mental. Des activités diverses au contact de la nature procurent des sentiments de caractère spirituel, de plaisir ou d'utilité. Dans les quartiers urbains où existent des espaces verts, la cohésion sociale tend à être plus élevée et le taux de délinquance est plus faible. Les personnes qui fréquentent les espaces naturels sont souvent plus équilibrées mentalement. Elles résistent mieux au stress et sont moins souvent malades. Les enfants qui peuvent voir ou accéder à la nature sont susceptibles de développer des capacités d'apprentissage supérieures à celles des enfants qui

n'ont pas cette possibilité. Des résultats similaires ont été constatés chez les personnes hospitalisées, dont le rétablissement est plus rapide si elles ont accès à un espace naturel ou si elles peuvent l'apercevoir depuis la fenêtre.

**Sur le plan de l'environnement**, la biodiversité appuie la dynamique et le fonctionnement des écosystèmes, lesquels jouent un rôle crucial dans la disponibilité d'éléments aussi essentiels à la vie que la nourriture, l'air pur et l'eau potable. La biodiversité et la nature ont un rôle central dans la formation des sols, la régulation du climat et des maladies ainsi que la régulation des ressources aquatiques. Par exemple, les inondations en Europe ont connu une augmentation specta-

passant de moins de cinq événements enregistrés entre 1900 et 1970 à plus de 10 cas annuels au cours des dix dernières années, avec un pic de 35 inondations recensées par l'AEE en 2000. Les effets sont aggravés par la disparition des zones humides, marécages, marais et tourbières, qui ont une forte capacité de rétention de l'eau. Souvent à cause de l'absence de tampons naturels ou d'une pression accrue sur les systèmes existants, les conséquences économiques des catastrophes dues au climat ou aux conditions météorologiques se chiffrent entre 15 et 25 milliards d'euros par an sur la période 1999-2003.

Si l'on connaît encore mal les fonctions de la plupart des espèces et leur impact

## LES SERVICES FOURNIS PAR LES ÉCOSYSTÈMES ET LEUR RAPPORT AVEC LE BIEN-ÊTRE HUMAIN



Source: Millennium Ecosystem Assessment



*Les cow-boys modernes s'occupent du bétail et de la biodiversité.*  
© LIFE00 NAT/EE/007083

sur le fonctionnement et l'adaptabilité d'un écosystème donné, de nouvelles recherches montrent que lorsque l'on prend en considération des durées plus longues et des territoires plus vastes, une forte proportion de biodiversité est nécessaire pour stabiliser les fonctions de l'écosystème. Pour parer la menace du changement climatique, un niveau élevé de biodiversité s'avère de plus en plus important pour assurer l'adaptabilité des écosystèmes et, par voie de conséquence, conserver la disponibilité des avantages que nous retirons de l'environnement naturel.

**Sur le plan économique**, la biodiversité est l'un des grands moteurs de l'innovation. On estime, par exemple, que 75% de tous les médicaments dérivent de plantes, d'animaux ou de micro-organis-

mes. La biodiversité conditionne toute une série de fonctions de base, comme la régulation de l'eau ou des nutriments, et notamment la disponibilité d'une eau potable de qualité, qui devrait autrement être produite en recourant à des processus chimiques onéreux. Elle fournit les ressources génétiques sur lesquelles repose le développement de l'agriculture et qui contribuent à la résistance des cultures et du bétail aux nuisibles et aux maladies. La biodiversité influe directement sur le PNB en tant que facteur (intrant) de la production de produits de consommation et en influençant les prix. Par exemple, le prix des logements varie en fonction de la proximité des espaces naturels et certains sont prêts à payer plus cher des produits issus d'une production durable, notamment aliments, vêtements, bois et

mobilier, pour assurer la préservation de la biodiversité.

On estime que sur les 1 200 à 1 300 végétaux indigènes utilisés commercialement en Europe, 90% (20 000 à 30 000 tonnes/an) sont collectés à l'état sauvage. La disponibilité de produits forestiers non ligneux (PFNL), comme les champignons, noix ou baies, augmente avec le niveau de biodiversité de la forêt. L'étude MEDFOR-REX sur les externalités de la forêt méditerranéenne estime qu'en 1994, la valeur économique des PFNL traditionnels des forêts italiennes totalise à elle seule 326 millions d'euros, au bénéfice des propriétaires forestiers, collectivités (licences) et utilisateurs particuliers. En intégrant les services fournis par les écosystèmes, de type récréatif mais aussi les externalités négatives, comme l'érosion ou l'augmentation du risque d'incendie, cette valeur grimpe à 1,6 milliard d'euros. Par ailleurs, les produits de la filière bois italienne ont généré 441 millions d'euros en 1994.

### La nature, source de revenus et d'emplois

En Belgique, une action concertée (sous la houlette de l'asbl Regionaal Landschap Kempen en Maasland) a abouti à la création du parc national Hoge Kempen, avec des financements complémentaires provenant de la Région, de l'État et des Fonds structurels européens. Sur la base d'expériences similaires dans la région, l'administration du parc, qui couvre 5 800 ha, s'attend à une fréquentation de 700 000 visiteurs par an et estime que sa contribution annuelle à l'économie locale et régionale atteindra 24,5 millions d'euros après cinq ans. Vu les investissements réalisés, la région devrait réaliser des bénéfices une dizaine d'années seulement après l'ouverture du parc.



**Site Internet:** [www.nationaalparkhoge Kempen.be](http://www.nationaalparkhoge Kempen.be)



Dans le même ordre d'idées, un rapport récent du ministère allemand de l'Environnement indique que la situation de l'emploi s'est considérablement améliorée autour de trois grands sites Natura 2000 (Müritzer, Hoher Fläming et Altmühltal) grâce au développement du tourisme et à la fabrication et à la vente de produits locaux. Le rapport est disponible gratuitement auprès du "Bundesamt für Naturschutz" ([www.bfn.de](http://www.bfn.de)).

*A bicyclette... un bon moyen d'apprécier les richesses de la nature ou, comme ici, de partager des expériences sur la gestion des espaces naturels.* © LIFE00 NAT/EE/007083

D'autres exemples à travers le monde montrent que la restauration ou le maintien de la biodiversité et des écosystèmes peuvent se révéler plus avantageuses que la conversion des terres à d'autres usages. De l'autre côté de l'Atlantique, la ville de New York a investi près de 1,5 milliard de dollars pour protéger et restaurer une ligne de partage des eaux dans les Catskill Mountains d'où provient l'eau douce de la ville. L'alternative consistant à construire une unité de traitement aurait coûté 5 à 6 fois plus, sans compter des coûts de fonctionnement annuels d'environ 300 millions de dollars. En Chine, on a calculé que les forêts qui subsistent dans le bassin versant du cours supérieur du Yang Tsé présentent, en l'état, une valeur 10 fois supérieure à celle qu'offrirait leur abattage pour produire du bois, en raison de leur rôle dans la régulation des crues.



# Menaces pour la biodiversité européenne

Malgré les efforts entrepris, nombre d'espèces et d'habitats en Europe restent menacés ou en déclin. Selon le rapport sur l'état et les perspectives de l'environnement européen (European Environment - State and Outlook, AEE 2005), 43% des oiseaux sont en situation précaire, 12% des 576 espèces de papillons sont aujourd'hui très rares ou en déclin rapide et environ 600 variétés végétales n'existent plus à l'état sauvage ou sont en voie de disparition, tandis que 45% des reptiles et 52% des poissons d'eau douce sont menacés.

Les principales pressions subies par la biodiversité dans l'UE, selon ce rapport, concernent les pratiques et les changements d'affectation des sols, les espèces allogènes et le changement climatique. Les problèmes de pollution et d'utilisation et surexploitation des ressources constituent également des menaces importantes.

À l'échelle mondiale, le Millennium Ecosystem Assessment (Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005) considère que ces cinq facteurs exercent un impact constant ou en forte augmentation sur tous les types d'habitats, à l'exception de la forêt tempérée où l'on note un impact décroissant en termes de "changement de l'habitat/changement dans l'affectation des sols". Parmi les éléments à l'origine de ces pressions figure le fait que les marchés sont souvent incapables d'intégrer les avantages fournis par la nature et la biodiversité dans la prise de décision. Ces carences du marché peuvent amener les respon-

sables de l'aménagement à prendre des décisions qui ne sont pas toujours optimales pour l'ensemble de la société.

## Évolution de l'affectation des sols

Ces dernières années, les principales pertes d'habitats et d'écosystèmes dans l'UE concernent les landes, terres de broussailles et toundras, fondrières, marais et marécages. Ces pertes sont principalement dues à l'activité humaine, notamment le drainage, l'endiguement et l'abandon des modes d'exploitation traditionnels. Les écosystèmes d'eau douce subissent également d'importantes modifications en raison, entre autres, des barrages réalisés pour l'hydroélectricité et des travaux d'aménagement des rives. Depuis 1993, l'Europe a perdu 10% de ses zones humides.

Près de la moitié des terres continentales de l'UE sont des terres agricoles, qui ont une grande importance pour la faune et les habitats à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées. Cinquante pour cent des espèces européennes dépendent des habitats agricoles, particulièrement de ceux entretenus par les pratiques traditionnelles comme les prairies de fauche, les terres de pâture humides et arides, les tourbières et les landes. Ces habitats semi-naturels ne couvrent aujourd'hui que 15-25% des campagnes et reculent à un rythme accéléré.

Même si la politique agricole commune (PAC) a été quelque peu réformée, l'instrument financier continuera des années durant à encourager l'intensification de l'agriculture, la monoculture et l'exploitation à grande échelle. L'agriculture intensive accroît le besoin et l'emploi de pesticides et d'engrais, qui contribuent à la nutrification, à la dégradation du sol et de l'eau, avec pour corollaire une perte d'espèces et d'habitats. L'abandon des zones marginales comme les prairies humides et les pâturages de montagne est voué à se poursuivre avec le développement général de l'économie et des activités de substitution comme le tourisme (stations balnéaires et de ski) et l'abandon

*La rainette (Hyla arborea) souffre d'un habitat menacé par le morcellement et de nouvelles affectations du sol.*  
© Arge NATURSCHUTZ-LIFE00 NAT/A/007055

*Les modes de gestion agricole sont un élément clé du maintien de la biodiversité.*  
© LIFE00 NAT/EE/007083



### Gérer des habitats menacés avec des races bovines traditionnelles

La précieuse ressource que forment les races de bétail bien adaptées aux conditions locales est en forte diminution puisque 50% environ des races traditionnelles dans l'UE15 sont éteintes ou en voie de disparition. Le projet Yorkshire Dales Limestone Country, cofinancé par LIFE-Nature, vise à restaurer les zones de pavement calcaire naturel et à améliorer les conditions pour la flore spéciale que l'on trouve dans ces habitats en réintroduisant des races bovines traditionnelles robustes. Les terres concernées sont particulièrement rudes et les races plus délicates de l'élevage intensif ne pourraient y survivre sans alimentation supplémentaire. La démarche offre en outre un potentiel de revenus additionnels par la production d'une viande de grande qualité.



**Référence du projet:** LIFE02 NAT/UK/008539

**Site Internet:** [www.limestone-country.org.uk](http://www.limestone-country.org.uk)



*Horizons paisibles pour les vaches primitives des Highlands réintroduites avec le soutien d'un projet LIFE-Nature.*

© LIFE02 NAT/UK/008539

de l'agriculture familiale à petite échelle qui entretient ces zones marginales. Par exemple, environ 30% des terres agricoles en Estonie sont actuellement non exploitées, ce qui les rend vulnérables à l'invasion de broussailles et d'espèces opportunistes qui remplacent progressivement les habitats semi-naturels riches en biodiversité.

Le manque de mesures appropriées incitant à poursuivre les pratiques respectueuses de la biodiversité est souvent à l'origine de leur abandon. Une note positive, toutefois: la part de l'agriculture biologique ne cesse d'augmenter depuis les années 1980. Il est avéré que l'agriculture biologique profite à la biodiversité, ainsi qu'à la préservation de l'eau et du sol.

L'expansion urbaine et le développement des infrastructures continuent de menacer la biodiversité en bétonnant et en fragmentant le paysage. Pendant la décennie 1990, 800 000 ha du territoire européen ont été recouverts d'asphalte et de béton, ce qui correspond à une progression de 5% de la superficie bâtie en Europe. Cette tendance devrait se maintenir, largement en raison des travaux de construction dans l'UE10.

### Espèces allogènes envahissantes

Les espèces allogènes forment une menace substantielle et grandissante pour la biodiversité européenne. Elles entraînent généralement une dégradation substantielle de la biodiversité en modifiant la dynamique des écosystèmes, sou-

vent sans rencontrer d'ennemis naturels. Les effets constatés sont l'expulsion des espèces endogènes et la contamination génétique par croisement. Il peut en résulter la destruction de certains écosystèmes et des baisses de revenus pour les activités économiques concernées. Par exemple, l'introduction de la dreissena polymorphe (moule zébrée) dans les eaux douces d'Amérique du Nord et d'Europe a contribué à l'extinction de plus de 19 espèces d'eau douce, dont des poissons et autres types de moules. Son mode de colonisation provoque également des détériorations dans les structures de prise d'eau, notamment celles des ouvrages hydroélectriques et des stations d'épuration, et est responsable d'une perte estimée à 100 millions d'euros par an pour les industries européennes et américaines.

Les introductions délibérées d'espèces allogènes – comme les plantes de jardin et essences d'arbres exotiques et certains animaux de compagnie relâchés – sont aussi répandues que les introductions accidentelles qui se produisent principalement par la fuite d'espèces élevées en captivité et pendant leur transport en camion ou bateau.

### Changement climatique

Le changement climatique commence à influencer divers écosystèmes sensibles. Dans l'Arctique, l'élévation de la température s'accompagne déjà d'une augmentation de la diversité végétale dans les lacs et on s'attend à la disparition sub-séquente de certaines variétés indigènes. Dans les Alpes, les glaciers reculent à un

rythme sans précédent, ce qui force certaines variétés à migrer vers le haut et à lutter contre de nouvelles variétés venant de l'étage inférieur. Une étude mentionnée dans le rapport European Environment - State and Outlook (EEA 2005) avance qu'un réchauffement de 1°C provoquera l'extinction de 40% des plantes indigènes dans les Alpes et qu'une élévation de 5°C conduirait à une perte de 97%.

À l'avenir, la sécheresse et l'intensification des incendies pourraient avoir de graves conséquences sur la biodiversité de la région méditerranéenne, où les écosystèmes sont déjà proches de leurs limites climatiques. Simultanément, le changement de température de la mer devrait particulièrement affecter les zones humides de la région, entraînant un accroissement des pressions sur la biodiversité.

### Pollution

En Europe, les dangers de la pollution pour la biodiversité, spécialement l'emploi de nitrates dans l'agriculture intensive, demeurent préoccupants. Environ 70% des écosystèmes sont aujourd'hui soumis à un niveau d'eutrophisation excessif qui devrait persister dans les années à venir. Le Millennium Ecosystem Assessment prévoit également un impact croissant de la pollution par l'azote et le phosphore sur tous les types d'écosystèmes.

En 1991, la Commission européenne a introduit la Directive sur les nitrates<sup>1</sup>.

.....  
<sup>1</sup> Directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.



Même si des progrès significatifs ont été accomplis ces dernières années dans de nombreux États membres, la mise en œuvre de cette Directive demeure fragmentaire. Par exemple, si 25% des cours d'eau contrôlés montrent un recul des concentrations de nitrates, près de 15% manifestent la tendance inverse. Le bien-être des populations et la biodiversité bénéficieraient d'une mise en œuvre plus rigoureuse de la Directive sur les nitrates; l'expérience du Royaume-Uni montre qu'il est beaucoup moins coûteux de bloquer les nitrates à la source que de les filtrer ensuite pour rendre l'eau potable.

## Consommation et surexploitation des ressources

On estime que les Européens utilisent trois fois plus de ressources naturelles que ce que la planète peut fournir par personne. La consommation de nourriture et de boisson, le logement, les déplacements personnels et la mobilité (transports) ainsi que le tourisme sont autant de domaines qui ont un impact important ou grandissant sur l'environnement. Le rapport Millennium Ecosystem Assessment 2005 confirme que nous avons apporté des modifications considérables aux écosystèmes et à la biodiversité au cours des dernières décennies pour répondre à l'augmentation de la demande de nourriture, d'eau douce, de fibres et d'énergie.

Ce modèle de consommation n'est pas soutenable. En moyenne, la durabilité de 50% des stocks de poisson dans les mers européennes a été évaluée, même si en Méditerranée, cette évaluation ne couvre que 20% environ des stocks. Parmi les stocks examinés, 20 à 53% ont franchi le seuil biologique de durabilité (pour plus de détail, se référer au rapport European Environment - State and Outlook, AEE 2005).

En Europe et dans le monde, on note un intérêt grandissant au niveau politique pour une consommation et une production durables, mais la modification des

comportements individuels constituera un défi d'envergure dans le futur proche. Une enquête Eurobaromètre récente montre que parmi les pressions environnementales, la consommation privée ne fait pas partie des préoccupations prioritaires des citoyens européens.

## Carences du marché

Dans de nombreux cas, les habitats et écosystèmes modifiés ou convertis auraient fourni des avantages nettement supérieurs s'ils n'avaient pas été convertis. Cependant, la prise de décision accorde souvent la priorité au profit du secteur privé plutôt qu'aux bénéfices qu'en retirerait la société en général. Si le décideur est une entité privée, une conversion peut s'avérer plus profitable pour lui. En effet, les bénéfices pour la société sont très rarement internalisés dans le processus de décision, à moins qu'un mécanisme existe qui exige une compensation ou que la société soit disposée à payer pour un certain type de gestion (par ex. les produits de culture biologique). À titre d'exemple, l'une des zones agricoles les plus productives du Canada occupe des terres humides drainées. Une étude a montré que les avantages tirés de la conservation des terres humides entraîneraient un accroissement net de 60% des bénéfices pour la société (par ex. des pratiques de chasse et pêche durables) par rapport aux profits obtenus



*Les rivières naturelles sont des atouts importants pour la société (ressources halieutiques et prévention des inondations par exemple). © Marco Fritz*

par les exploitants privés. L'internalisation de ces "carences du marché" est un exercice difficile. On peut essayer de donner une valeur monétaire à la nature et à la biodiversité pour intégrer ces dernières dans des analyses de coût-bénéfice et des évaluations d'impact environnemental. Cependant, si les services dispensés par les écosystèmes sont relativement aisés à apprécier, de nombreux autres avantages dérivés de la nature et de la biodiversité – la valeur de choix pour les générations futures, par exemple – sont moins tangibles et donc difficiles à estimer.

## Belle du jardin, nuisible insulaire

L'île de Minorque est riche d'une flore variée et intéressante, qui comporte huit variétés figurant sur la liste de la Directive Habitats, dont quatre d'importance prioritaire. Cette flore insulaire unique s'est trouvée gravement menacée par l'invasion d'une plante originaire d'Afrique du Sud, *Carpobrotus edulis*, appréciée dans les jardins pour ses fleurs aux couleurs vives. LIFE-Nature a soutenu un projet visant à empêcher cette plante grasse de se propager de façon incontrôlée, au détriment de la flore indigène. Le projet a réussi à l'éradiquer sur presque toute la surface de l'île et à sensibiliser la population au problème. Les autorités locales envisagent désormais son classement parmi les nuisibles.



Référence du projet: LIFE00 NAT/E/007355  
Site Internet: <http://www.cime.es/lifeflora/sp/portada.asp>

*Carpobrotus edulis à la floraison vive et très appréciée, une menace pour la végétation naturelle de Minorque.*  
© LIFE00 NAT/E/007355



© Juan Perez Lorenzo

## Vers 2010 et au-delà

En 2006, de nombreuses initiatives verront le jour, dont l'objectif est d'arrêter la perte de biodiversité d'ici 2010. La Commission européenne finalise sa communication sur la biodiversité en tenant compte du "Message de Malahide". Les États membres sont censés boucler le processus de désignation des sites Natura 2000, tandis que le financement du réseau est en discussion dans le cadre des nouvelles perspectives financières de l'UE. Et la Semaine verte 2006 est dédiée à la biodiversité.

**E**n mai 2004, la Présidence irlandaise et la Commission ont réuni les experts des principaux secteurs ayant une action sur la biodiversité dans une conférence des parties prenantes à Malahide (Irlande), en vue de faire le point sur le processus de révision des politiques européennes en faveur de la biodiversité. La conférence s'est conclue sur un niveau de consensus sans précédent en ce qui concerne les actions à mener pour atteindre l'objectif de 2010. Ce consensus a produit le "Message de Malahide", qui propose 18 objectifs prioritaires concernant à la fois des actions spécifiques pour la nature et la biodiversité ainsi que l'intégration de la dimension de biodiversité dans les politiques sectorielles et trans-sectorielles. Les secteurs concernés sont l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la politique régionale et l'amé-

nagement du territoire, l'énergie et les transports, le tourisme, la coopération économique et au développement et le commerce international. Sur le plan thématique, des objectifs sont également définis pour l'intégration de la biodiversité dans la recherche et l'éducation, le partage des avantages et des savoirs traditionnels et les questions de gouvernance internationale.

### Pour consulter le rapport:

[http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/develop\\_biodiversity\\_policy/malahide\\_conference/pdf/conference\\_report.pdf](http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/develop_biodiversity_policy/malahide_conference/pdf/conference_report.pdf)

### Réponses au Message de Malahide

La Commission a fait des progrès considérables sur de nombreux objectifs de Malahide et on attend sa prochaine communication sur la biodiversité. Avec les nouvelles perspectives financières pour la période 2007-2013, une nouvelle approche pour financer la gestion environnementale est prévue. Le mécanisme LIFE-Nature va évoluer (voir article sur LIFE à la page 26) et les Fonds structurels, y compris les instruments pour le développement rural et la pêche, chercheront à mieux intégrer les préoccupations environnementales et de biodiversité. Tou-

tefois, la récente décision du Conseil sur les perspectives financières a nettement réduit les enveloppes susceptibles d'être proposées au cofinancement par ces sources. Les États membres étant censés finaliser la désignation des sites Natura 2000, ils porteront une lourde responsabilité pour assurer le financement adéquat du réseau.

Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre des Directives sur l'environnement, avec une attention particulière pour l'achèvement du réseau et la gestion des sites. Une action pilote a été initiée pour élaborer des lignes directrices portant sur la gestion des populations de grands carnivores et une stratégie de lutte contre les espèces étrangères envahissantes devrait voir le jour en 2006. Dans tous les États membres, un projet de conseil et de formation au financement des actions de conservation de la nature a été lancé par la Commission en 2006 et les DG Environnement et Énergie & Transports travaillent conjointement avec un groupe d'experts pour produire un document d'orientation sur l'énergie éolienne et la nature.

Dans le but spécifique d'accompagner l'établissement des sites Natura

*Participants de la conférence sur la biodiversité et l'UE, organisée à Malahide, en Irlande, en mai 2004.*

© Irish EU presidency 2004  
[www.eu2004.ie](http://www.eu2004.ie)





marins, la Commission élabore un projet de lignes directrices sur la mise en œuvre de la Directive Habitats dans l'environnement marin, à paraître courant 2006. Un calendrier sera fixé avec les États membres pour la présentation de leurs propositions de sites Natura 2000 dans les zones marines sous leur juridiction, ce qui inclut les eaux territoriales, la Zone Economique Exclusive (ZEE) et le plateau continental.

Depuis la conférence de Malahide, d'autres initiatives sont venues appuyer la réalisation de ses objectifs. Les dispositions visant à prévenir les dégradations de sites Natura 2000 couverts par les Directives Habitats et Oiseaux ont été renforcées en 2004 avec l'adoption de la Directive dite de responsabilité environnementale, qui entrera en vigueur en 2007. Cette Directive obligera l'auteur des dégradations à compenser ou à restaurer les habitats et espèces affectés, ainsi qu'à compenser les pertes encourues. Elle consolidera la protection juridique du réseau Natura 2000.

D'autres secteurs enregistrent des progrès (voir article à la p. 12). Dans celui de la pêche, des plans de sauvegarde sont élaborés pour une série de ressources halieutiques ayant franchi le seuil de sécurité biologique. Les plans pour le cabillaud de l'Atlantique et le merlu septentrional ont été adoptés; d'autres vont suivre. Un plan d'action pour les requins a été adopté en 2005 et un plan pour les oiseaux marins est en préparation, de même qu'une proposition de réglementation de l'aquaculture visant à en réduire les effets négatifs sur les écosystèmes et la biodiversité. Les mesures dans le secteur sylvicole comprennent l'élaboration d'un plan d'action communautaire pour la gestion durable des forêts et une initiative visant à combattre l'abattage illégal dans les pays en développement (FLEGT). En agricul-

## Semaine verte 2006



ture, la principale avancée concerne le nouveau règlement sur le développement rural qui va améliorer substantiellement l'appui aux sites Natura 2000, des mesures agroenvironnementales et sylvi-environnementales, ainsi que les investissements non productifs dans les espaces naturels et les zones de grande valeur naturelle. La recherche sur la biodiversité et la nature, et en particulier sur les indicateurs et les outils de contrôle, bénéficiera d'un soutien accru, de même que les efforts de communication et de sensibilisation des parties prenantes et du grand public.

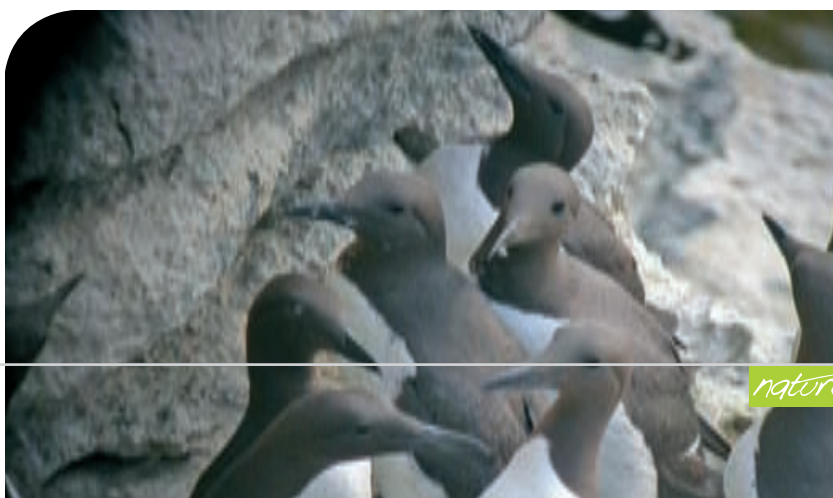
Par ailleurs, certains États membres ont pris des initiatives au niveau national. Ainsi, le Royaume-Uni a créé un "Countdown 2010 Biodiversity Action Fund" doté de 3 millions de livres sterling pour appuyer les actions de protection de la biodiversité et l'Irlande a annoncé 13 initiatives nouvelles pour assurer la réussite de son National Biodiversity Plan, dont un fonds spécifique pour la biodiversité.

Axée sur la mobilisation et la sensibilisation, la Semaine verte 2006 est consacrée à la biodiversité et constituera une plate-forme de discussion et d'échange d'informations pour toutes les parties prenantes au sein de l'UE. La Semaine verte s'adresse généralement à un public très large. Elle offrira une occasion unique de partage d'expériences et de bonnes pratiques entre organisations non gouvernementales, entreprises, différents niveaux de gouvernance et le grand public. Par le biais de concours dans les écoles, les enfants de toute l'Union auront la possibilité de s'exprimer sur l'état de la biodiversité en Europe et sur ce qu'il faudrait faire pour la préserver – afin que plus âgés, ils puissent continuer à jouir de tous ses avantages.

## Communication de la Commission sur la biodiversité

La Commission européenne prépare une communication intitulée "Enrayer la diminution de la Biodiversité d'ici 2010, et au-delà", qui proposera une réponse au "Message de Malahide" et fera le point sur les réalisations de la Commission et le chemin qui reste à accomplir. La communication devrait être axée sur un "plan d'action communautaire pour 2010 et au-delà". Ce plan invitera toutes les parties prenantes de l'Union, y compris les États membres, le monde économique et la société civile, à se rassembler autour d'un ensemble clairement défini d'actions prioritaires en vue de respecter les engagements pour 2010, avec pour élément clé la mise en œuvre de politiques et de législation existantes. Au-delà de l'objectif de 2010, le plan d'action devrait identifier une série de lacunes à traiter dans les années qui viennent et ouvrir un large débat sur une vision à long terme de la biodiversité dans le cadre politique offert par l'UE.

*Le Guillemot (Uria aalge) est l'un des oiseaux de mer dont l'avenir dépend de la lutte contre le déclin de la biodiversité de nos océans. © Juan Perez Lorenzo*



Un œil perçant  
sur la biodiversité:  
l'aigle royal (*Aquila  
chrysaetos*).  
© Arge NATURSCHUTZ-  
LIFE00 NAT/A/007055

## Un Cadre pour l'intégration sectorielle

En mars 2005, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont réaffirmé l'objectif de mettre un terme au déclin de la diversité biologique d'ici 2010. Ce faisant, ils ont reconnu l'importance de la biodiversité pour certains secteurs économiques et la prise en compte de cette problématique dans d'autres politiques a été mise en avant en tant qu'enjeu central pour la réalisation de l'objectif de 2010. La moitié des objectifs prioritaires et une majorité des sous-objectifs du Message de Malahide ont trait à l'intégration de la nature et de la biodiversité dans d'autres secteurs (voir page 10).

**P**rès de neuf Européens sur dix estiment que les décideurs politiques doivent accorder à l'environnement la même importance qu'aux politiques économiques et sociales – et ils considèrent que l'UE est le cadre le plus approprié pour légiférer dans ce domaine (Eurobaromètre 2005). Si ces constats concernent les questions environnementales en général, et non la biodiversité en tant que telle, il reste que le cadre naturel et la biodiversité bénéficient généralement des politiques environnementales.

Des progrès substantiels ont été réalisés en ce qui concerne l'intégration de la biodiversité dans les stratégies européennes. Les études d'impact environnemental sont aujourd'hui obligatoires pour les grands projets; les incidences des plans et programmes, entre autres sur la biodiversité, sont évaluées. Les développeurs sont tenus pour responsables des éventuelles nuisances causées aux sites Natura 2000 et de nombreuses mesures visent à réduire la pression de la pollution sur la biodiversité. Un large éventail d'initiatives

s'efforcent de modérer les effets négatifs sur la biodiversité générés, par exemple, par l'agriculture, la pêche, le tourisme et les transports. Tous ces secteurs reçoivent une aide financière directe du budget européen par des sources diverses, notamment les différentes sections des Fonds structurels et du Fonds de cohésion. Les critères liés à l'environnement et à la biodiversité ont progressivement acquis plus de poids dans le processus de sélection des nouveaux projets éligibles à ces mécanismes de financement.

*Projet LIFE-Nature de réhabilitation des pratiques de fauche traditionnelles à Manilaid. © LIFE00 NAT/EE/007083*

© LIFE00 NAT/EE/007083



## Progression à ce jour

Si l'intégration de la problématique de la biodiversité a bien avancé dans les secteurs agricole et de la pêche, elle progresse modérément pour les ressources naturelles en général. La prise en compte de la biodiversité dans les politiques communautaires de développement durable et de coopération au développement, ainsi que dans les domaines du commerce et de l'énergie, est plus lente mais de nouvelles initiatives annoncent une évolution positive.

**E**n 2001, la Commission a adopté des plans d'action en faveur de la biodiversité (PAB) dans le domaine des ressources naturelles, de l'agriculture, de la pêche, de la coopération économique et de l'aide au développement. Si leur mise en œuvre n'a pas toujours été aussi complète qu'elle aurait pu l'être, certaines réussites ont néanmoins été enregistrées. En particulier, la révision 2003-2004 de la mise en œuvre, de l'efficacité et de la pertinence des plans d'action a produit une série d'audits intermédiaires, dont les rapports sont disponibles (voir p.10 le rapport de la conférence de Malahide). Ci-dessous, un résumé de certaines de leurs conclusions.

### Ressources naturelles

Le PAB ressources naturelles couvre de multiples domaines de politique publique. Dans le cadre des Directives sur la nature, on note une bonne progression de la mise en place du réseau Natura 2000 (avec toutefois un retard notable) et des plans d'action sur les espèces. D'autres dispositions législatives ont contribué à réduire les pressions sur la biodiversité, quand bien même l'efficacité de certaines mesures – comme l'évaluation environnementale stratégique ou la responsabilité environnementale – reste à prouver. Les stratégies thématiques du PAE communautaire, où l'on a pris soin d'intégrer la biodiversité, contribuent aujourd'hui à combler les lacunes. Les questions de biodiversité ont reçu une attention égale dans, entre autres, les politiques régionales et les secteurs de l'énergie et des transports. Dans ce dernier, où les infrastructures présentent un risque de morcellement de la biodiversité, certains projets ont

permis des avancées notables. C'est le cas notamment des projets soutenus par des fonds européens qui ont créé des éco-corridors dans les réseaux de transport, en particulier les autoroutes, pour relier des habitats scindés dans l'espace rural. En témoigne le projet LIFE-Nature belge dans les Ardennes flamandes où les municipalités ont approuvé la construction de corridors pour la faune sous les infrastructures routières existantes en vue d'améliorer les interconnexions au sein du domaine forestier.



**Référence du projet:**  
LIFE00 NAT/B/007156  
**Site Internet:**  
<http://users.pandora.be/life-natuur-be-7156/>

D'autres projets, comme le projet LIFE-Nature Cornwall Moors au Royaume-Uni, collaborent avec les autorités en charge des transports pour trouver des solutions permettant de déplacer les infrastructures existantes en dehors des zones riches en biodiversité.



**Référence du projet:**  
LIFE03 NAT/UK/000042  
**Site Internet:**  
[www.midcornwallmoors.org.uk/](http://www.midcornwallmoors.org.uk/)

### Pêche et patrimoine marin

La mise en œuvre du PAB dans le domaine de la pêche a produit de bons résultats. En 2003, la politique commune de la pêche (PCP) a été profondément réformée pour s'orienter vers une approche plus durable, avec une réduction des prises et l'adoption de plans de gestion à long terme, en vue de sauvegarder les ressources pour l'avenir et garantir la survie de ce secteur



*Des couloirs pour la nature et la biodiversité, élément clé dans la conception de nouvelles infrastructures: le "Pont vert" en Croatie.  
© Arge NATURSCHUTZ*

d'activités. Des progrès ont également été accomplis avec l'introduction de mesures techniques visant à réduire les prises accessoires et la dégradation des habitats marins. Un certain nombre de sites marins ont été classés dans le réseau Natura 2000 et les plans de gestion pour ces sites seront finalisés dans les années qui viennent. Les États membres doivent également mettre en œuvre une approche intégrée pour la gestion du littoral, suivant la recommandation de l'OCDE sur la gestion intégrée des zones côtières, adoptée en 2002.

### Agriculture

Des progrès sont également enregistrés dans la mise en œuvre du PAB dans le domaine agricole. La dernière réforme de la PAC est allée dans le bon sens, avec le découplage graduel entre les aides et la production, le renforcement des critères environnementaux et la conformité avec la législation communautaire en général – autant de mesures qui contribuent à alléger les pressions engendrées par la production intensive.



*De nombreux projets LIFE-Nature travaillent avec les pêcheurs pour éviter que le grand dauphin (Tursiops truncatus) ne soit pris dans les filets ou perturbé par la pollution sonore.*

© LIFE03 NAT/E/000062

Entre-temps, des opportunités en faveur de la biodiversité des terres agricoles sont fournies par la nouvelle politique de développement rural qui contribuera, entre autres, à prévenir ou à ralentir l'abandon des terres présentant une grande valeur naturelle. À la suite des négociations sur les perspectives financières 2007-2013, de nouvelles réformes de la PAC sont à prévoir. Leur orientation demeure néanmoins incertaine.

Un grand nombre de projets LIFE-Nature travaillent sur l'interface entre protection de la biodiversité et occupation des sols pour l'agriculture. Les mesures agroenvironnementales, financées au titre de la PAC, sont l'un des principaux moyens de concilier ces deux objectifs. En Allemagne, 120 exploitants se sont mobilisés dans un projet visant à faucher des étendues de fagnes pour améliorer l'habitat du râle de genêts. En plus des aides agroenvironnementales accompagnant cette activité, les fermiers se sont aperçu

*Fermier avec les animaux utilisés par le projet sur l'île de Manilaid.*  
© LIFE00 NAT/EE/007083



### Aider la cohabitation entre pêcheurs et phoques moines

Alors que l'espèce était autrefois largement présente en Méditerranée, dans la mer Noire et les eaux du nord-ouest de l'Afrique, on estime qu'il n'existe plus aujourd'hui que deux populations viables de phoques moines dans le monde. L'une d'elles se compose de colonies éparées autour des îles de la mer Égée et de la mer ionienne. Le phoque moine est menacé par les filets de pêche où il s'empêtré, les captures intentionnelles et l'absence de réaction face aux individus échoués ou blessés par les pêcheurs, qui perçoivent l'espèce comme concurrente de leur activité. Le phoque est très sensible aux perturbations de son environnement et a vu son habitat se rétrécir face au développement immobilier et au tourisme, le forçant à se réfugier dans des zones moins favorables pour s'alimenter et se reproduire. Un projet LIFE-Nature récent est parvenu

Jeune phoque moine (*Monachus monachus*) à Kimolos. © MOrn



à identifier une série de facteurs de nuisance d'origine humaine et à communiquer les enjeux de la situation aux parties prenantes, pêcheurs, touristes et plaisanciers. Dans la foulée, un projet de suivi s'attachera à développer la coopération avec les parties prenantes, principalement les pêcheurs locaux, pour protéger l'espèce menacée de disparition.



Référence du projet: LIFE00 NAT/GR/007248  
Follow-up project: LIFE05 NAT/GR/000083  
Site Internet: [www.mom.gr](http://www.mom.gr)

qu'il existait une demande locale pour le foin récolté. Le projet a ainsi permis de faire revivre une pratique traditionnelle tout en incitant à entretenir les habitats Natura 2000 concernés.



Référence du projet:  
LIFE97 NAT/D/004224

### Coopération au développement et commerce

La mise en œuvre du PAB dans le domaine de la coopération au développement n'a produit que de maigres résultats. Divers documents d'orientation – dont l'Approche stratégique pour intégrer la biodiversité dans la coopération au développement (CE/DFID/UICN) – ont été élaborés, dans le cadre de nombreuses consultations avec les pays partenaires. Pour le reste, il n'y a eu que très peu d'autres initiatives et une faible intégration dans les politiques générales de coopération au développement et de commerce. Néanmoins, la nouvelle politique européenne en matière de coopération au développement prévoit un renforcement des financements en faveur de la

biodiversité et une meilleure intégration dans l'aide au développement. De nouvelles dispositions favorisent la prise en compte des questions environnementales, dont la biodiversité, dans l'élaboration des documents stratégiques nationaux et régionaux qui encadrent les programmes d'aide. Un nouveau programme thématique sur les ressources naturelles et l'environnement est en préparation.

En ce qui concerne les questions commerciales, quelques initiatives ont été prises, avec notamment le plan d'action "Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux" (FLEGT). L'exploitation clandestine des forêts dégrade l'environnement et représente un manque à gagner de 10 à 15 millions d'euros par an pour les gouvernements des pays en développement concernés. En liaison avec la DG Développement et la DG Agriculture, la Commission travaille avec les pays producteurs à la définition d'un régime de licence volontaire pour garantir que seul du bois d'origine légale entre dans l'UE.





© Iñigo Ortiz de Urbina

## Les défis de demain

Il semble évident qu'il faut renforcer l'intégration des préoccupations liées à la nature et à la biodiversité dans les autres secteurs. Sur de nombreux points, cela serait possible en mettant en oeuvre les obligations existantes, tant dans les États membres que dans les institutions européennes. Il reste que des efforts renouvelés sur le plan législatif s'avèrent nécessaires dans le développement régional et l'aménagement du territoire, l'énergie et les transports, ainsi que dans les domaines du commerce et de l'aide au développement.

**S**i le secteur de la pêche progresse dans la bonne direction sur le plan législatif, l'engagement des États membres à faire respecter la réglementation communautaire et les quotas de pêche demeure crucial pour réaliser l'objectif de 2010 concernant la biodiversité. De grandes quantités de poissons font l'objet de captures excédentaires; elles sont débarquées clandestinement ou sont rejetées en mer pour ne pas grever le quota imposé par des prises trop petites. La récente réforme de la politique commune de la pêche et la reconnaissance des problèmes liés aux pratiques non durables constituent une étape positive. Toutefois, au vu des négociations sur les perspectives financières et divers mécanismes de financement, il est clair que certains pays continuent de plaider pour des aides communautaires en vue de renforcer les capacités de pêche, par exemple en soutenant la construction de nouveaux bateaux. Une telle éventualité générerait considérablement les efforts visant à ramener les stocks à des niveaux viables et il faut que toutes les parties prenantes s'attèlent à convaincre les États membres pour qu'ils réfléchissent et agissent dans l'intérêt à long terme des ressources

halieutiques comme dans celui de leur flotte de pêche.

Les effets des réformes adoptées pour la politique agricole commune (y compris le découplage et l'éco-conditionnalité) doivent encore se faire sentir. De nombreux acteurs appellent déjà à un renforcement des efforts pour contribuer à la fois au maintien de la biodiversité et au développement rural au moyen de programmes agroenvironnementaux. La révision 2008-2009 de la PAC offrira une nouvelle occasion d'intensifier le soutien communautaire en faveur de la biodiversité. Parallèlement, les effets des nouvelles initiatives dans le domaine de la coopération au développement restent à venir.

Les réseaux de transport, les infrastructures et l'urbanisation gagnent inexorablement du terrain et entraînent le morcellement des habitats et l'isolement des espèces. Au cours des deux dernières décennies, la superficie bâtie en Europe s'est accrue de 20%. Dans certaines zones, des approches originales et de nouveaux partenariats ont réussi à intégrer la problématique de la biodiversité dans les projets d'infrastructure. Ce type d'intégration est appelé à devenir la norme, et non l'exception, dans les

politiques d'aménagement du territoire des États membres.

En règle générale, la biodiversité n'a guère été prise en compte dans le secteur de l'énergie. Ces derniers temps, l'attention du public a été attirée à diverses reprises sur l'impact de ce secteur, par exemple à propos des terres vierges affectées par des projets de forage ou de pipeline pour le pétrole ou le gaz. On doit pourtant constater que la biodiversité est un facteur rarement pris en compte en tant que tel dans les décisions du secteur. Dans les années à venir, la sécurité énergétique sera un enjeu majeur pour la Communauté européenne et les futures discussions dans ce domaine peuvent offrir l'occasion de promouvoir l'intégration de la biodiversité. Un défi important pour l'avenir sera de veiller à incorporer des dispositions en faveur de la biodiversité dans les mécanismes d'appui aux bioénergies. Les terres exploitées intensivement ou marginalisées sont susceptibles d'être converties aux cultures énergétiques, comme la monoculture de maïs, avec un nouveau risque de perte et de fragmentation des habitats menacés. Par ailleurs, le recours aux bioénergies est une des réponses au changement climatique, lequel constitue un défi sans précédent pour la biodiversité.

## Nota Bene:

- Le baromètre Natura 2000 est géré par le Centre thématique européen pour la biodiversité. Il est basé sur les informations officiellement transmises par les États membres.
- De nombreux sites ont été désignés, dans leur totalité ou en partie, selon les deux Directives; on ne peut donc pas additionner ces données pour obtenir un chiffre global pour NATURA 2000.
- Le% en superficie ne fait référence qu'à la superficie terrestre qui a été désignée, c'est-à-dire le total des zones ZPS (Directive Oiseaux), pSIC, SIC ou ZPS (Directive Habitats) moins le domaine marin. Certains États membres ont également désigné des parties importantes de leurs eaux côtières. Ces dernières sont incluses dans le nombre de sites et de zones proposées mais pas dans le% de superficie ni dans les indications de progression. Le caractère suffisant des propositions nationales pour plusieurs espèces et habitats marins ne peut être déterminé car un travail supplémentaire est requis pour l'application de Natura 2000 au titre des deux Directives, particulièrement en ce qui concerne l'environnement marin au large.
- Certains États membres ont proposé des zones de grande taille, comprenant des "espaces tampons", tandis que d'autres se sont limités aux zones essentielles. Dans les deux cas, l'article 6 de la Directive Habitats s'applique également aux nouvelles activités prévues en dehors d'un site Natura 2000 mais susceptibles de l'affecter.
- Les dix nouveaux États membres avaient l'obligation de classer les ZPS et de proposer des SIC à la date de leur adhésion (1er mai 2004). Ils ont tous soumis leurs listes et l'évaluation est en cours.
- L'évaluation globale des listes nationales est susceptible d'être modifiée, à la hausse ou à la baisse, suite à des analyses scientifiques plus complètes des données, notamment lors des séminaires biogéographiques les concernant.

ETATS MEMBRES	ZONES DE PROTECTION SPÉCIALE					
	Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progression
BELGIË/BELGIQUE	229	2 964,4	9,7	0	0,0	
ČESKÁ REPUBLIKA	38	6 936,2	8,8	0	-	
DANMARK	113	14 708,9	5,9	59	12 173,0	
DEUTSCHLAND	551	47 841,4	8,9	14	16 216,9	
EESTI	66	12 160,8	12,8	26	6 394,3	
ELLAS	151	13 703,2	10,1	4	405,0	
ESPAÑA	512	92 377,5	18,2	20	574,0	
FRANCE	201	16 944,7	2,7	52	2 225,3	
IRELAND	131	2 814,8	2,9	66	810,4	
ITALIA	503	24 864,9	8,1	13	396,2	
KYPROS*	2	107,9	1,9	0	0,0	
LATVIJA	73	5 286,3	7,8	1	171,0	
LIETUVA	97	6 751,4	9,6	4	519,5	
LUXEMBOURG	12	139,2	5,4	0	-	
MAGYARORSZÁG	55	13 519,1	14,5	0	-	
MALTA	6	7,6	2,4	0	0,0	
NEDERLAND	77	10 109,3	12,5	7	4 912,5	
ÖSTERREICH	94	9 275,5	11,1	0	-	
POLSKA	72	33 156,3	7,8	3	8 794,5	
PORTUGAL	50	9 956,4	10,1	10	622,1	
SLOVENIJA	27	4 655,9	23,0	1	2,9	
SLOVENSKO	38	12 294,8	25,2	0	-	
SUOMI	452	28 372,7	6,8	65	5 511,3	
SVERIGE	509	28 647,8	6,2	107	3 016,6	
UNITED KINGDOM	258	14 967,2	5,8	3	710,4	
UE	4 317	412 564,3	8,9	455	63 455,7	

\* La superficie et le pourcentage de cet État membre correspond au territoire où s'appliquent les acquis communautaires selon le protocole 10 du Traité d'accession de Chypre.

Pour plus d'informations sur la classification des ZPS, contacter Micheal O'Briain, DG ENV.B.2



Notablement insuffisante



Incomplète



Quasiment complète



Progrès récents mais significatifs



## SITES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progression	ETATS MEMBRES
278	3 220,9	10.0	1	181,2		BELGIË/BELGIQUE
864	7 244,1	9.2	-	-	TBE	ČESKÁ REPUBLIKA
254	11 136,0	7.4	118	7 959,0		DANMARK
4 596	53 123,3	9.8	46	18 033,7		DEUTSCHLAND
509	10 591,1	15.9	34	3 418,8	TBE	EESTI
239	27 641,0	16.4	102	5 998,0		ELLAS
1 381	119 100,7	22.6	88	5 191,2		ESPAÑA
1 227	42 915,1	6.9	88	5 000,3		FRANCE
413	10 560,7	10.2	92	3 386,2		IRELAND
2 255	43 977,3	13.9	162	2 227,1		ITALIA
26	509,5	8.0	5	50,0	TBE	KYPROS*
267	6 663,6	10.0	2	171,0	TBE	LATVIJA
331	7 651,3	11.0	6	556,3	TBE ↑	LIETUVA
47	383,1	14.8	-	-		LUXEMBOURG
467	13 929,2	15.0	-	-	TBE	MAGYARORSZÁG
23	39,3	12.5	0	0,0	TBE	MALTA
141	7 508,4	9.5	24	3 553,4		NEDERLAND
164	8 883,9	10.6	-	-		ÖSTERREICH
192	13 123,9	4.2	0	0,0	TBE	POLSKA
94	16 502,9	17.4	23	490,2		PORTUGAL
259	6 359,6	31.4	3	0,2	TBE	SLOVENIJA
382	5 739,4	11.8	-	-	TBE	SLOVENSKO
1 660	47 932,2	12.7	94	5 141,7		SUOMI
3 903	62 356,2	13.6	320	5 833,0		SVERIGE
610	25 100,5	6.5	42	9 109,0		UNITED KINGDOM
20 582	552 193,3	12.1	1 250	76 300,7		UE



Notablement insuffisante



Incomplète



Quasiment complète



Progrès récents mais significatifs



A évaluer dans le cadre des réunions biogéographiques

\* La superficie et le pourcentage de cet Etat membre correspond au territoire où s'appliquent les acquis communautaires selon le protocole 10 du Traité d'accession de Chypre.

Pour plus d'informations sur la classification des SCI, contacter Micheal O'Briain, DG ENV.B.2

## Le baromètre Natura 2000: commentaire sur la progression

Ce baromètre présente l'état d'avancement, au mois de décembre 2005, de la mise en oeuvre des Directives Habitats et Oiseaux dans les 25 pays. Comme on le voit, les dix nouveaux États membres ont tous soumis des listes de ZPS et de pSCI à la Commission. Certains, comme la Slovaquie et la Slovénie, ont proposé des zones importantes, qui couvrent entre un quart et un tiers de leur territoire respectif.

Les propositions de SCI sont en cours d'évaluation par les séminaires biogéographiques en vue de déterminer s'ils couvrent suffisamment d'habitats et d'espèces. Pour trois régions biogéographiques (alpine, boréale et pannonienne), les premiers séminaires se sont déroulés en 2005. Pour Chypre et Malte, les réunions bilatérales de sélection préliminaire ont également eu lieu. Dans le cas des ZPS, il n'y a pas de sélection biogéographique, mais les listes publiées des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) ainsi que d'autres travaux scientifiques pour tous les nouveaux États membres offrent des références précieuses pour l'évaluation de l'état d'achèvement des réseaux ZPS nationaux.

## Nouveaux horizons pour la nature et la biodiversité

De plus en plus, le secteur privé reconnaît l'importance des écosystèmes, de la biodiversité et des paysages, ainsi que l'impact potentiel de ses activités. Poussées notamment par la sensibilisation grandissante du public et des décideurs à l'environnement, les nouvelles attentes des consommateurs et des parties prenantes, et la compréhension que les investissements socialement et écologiquement responsables peuvent être rentables sur le plan économique, un nombre croissant d'entreprises et organismes privés s'efforcent de prendre en compte l'environnement dans leurs activités.

Il est encourageant de constater que certaines entreprises ont déjà pris des mesures concrètes pour modérer leur impact sur l'environnement, y compris la biodiversité. Ces initiatives vont, par exemple, de stratégies intégrées pour l'environnement et le développement durable à l'adoption de programmes d'aide financière pour des projets de conservation.

Grossistes, magasins et fabricants de meubles (surtout en bois), papetiers et producteurs d'énergie participent à des programmes de certification pour assurer leur clientèle et leurs actionnaires du caractère durable de la fabrication de leurs produits. Des produits alimentaires portent des labels indiquant qu'ils sont fabriqués dans le respect de critères écologiques et

sociaux. De plus en plus de personnes sont disposées à payer davantage pour des produits issus d'une production durable – ou à participer à des actions contre des articles composés de matériaux d'origine douteuse (bois tropical), par exemple, ou à l'aide de produits chimiques ou pesticides inutiles (jouets et aliments).

Les grands investisseurs qui sont les banques, les fonds d'investissement et les fonds de pension jouent un rôle important dans ces évolutions positives, puisqu'ils peuvent choisir de ne pas appuyer un projet qui ne prend pas en compte la problématique environnementale. Financièrement, il s'avère intéressant d'investir dans les sociétés ayant une stratégie de durabilité. Par exemple, les indices

Dow Jones Sustainability Indexes (DJSI), développés en Suisse par Sustainable Asset Management, suit les performances financières des plus grandes sociétés mondiales soucieuses de durabilité. Le DJSI World offre régulièrement des rendements supérieurs à son homologue "normal", le Dow Jones Global Index World. Au niveau européen, la Banque européenne d'investissement (BEI) a fait un premier pas en renforçant la compétence de ses équipes sur les questions environnementales, mais beaucoup reste à faire pour que les enjeux liés à la nature et à la biodiversité soient activement pris en compte par des partenaires d'importance majeure comme la BEI et la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).



## Gestion des terres et biodiversité: le point de vue de l'Organisation européenne de la propriété rurale

La campagne européenne, loin d'être une nature sauvage, est un environnement géré, changeant, et les gestionnaires des terres y occupent une place centrale. La majorité de ces gestionnaires dépendent économiquement des terres dont ils s'occupent et sont parfaitement conscients des conséquences de pratiques inadéquates, qui les affectent directement. En général, les gestionnaires regroupés au sein de l'Organisation européenne de la propriété rurale (ELO) estiment qu'une gestion appropriée, plus que la création de réserves naturelles au sens strict, est le meilleur moyen de préserver la nature sur le long terme. Il est de leur intérêt de protéger et améliorer la biodiversité sur leurs terres, puisque la biodiversité constitue une excellente protection contre de multiples menaces, notamment les nuisibles et l'érosion des sols. Une biodiversité riche augmente également la valeur foncière du terrain, tant du point de vue esthétique qu'économique.

Si de nombreuses activités d'utilisation des terres, y compris l'agriculture, peuvent avoir un effet négatif sur l'environnement, l'évolution des pratiques, des politiques et des modes de consommation conduisent à un allègement des impacts. Simultanément, la gestion de l'espace rural



*Le fauchage pour gérer des habitats semi-naturels. © LIFE99 NAT/F/006321*

est susceptible d'apporter des bénéfices environnementaux appréciables, comme l'aménagement de conditions favorables à la biodiversité et à son maintien et l'entretien des paysages, partie intégrante de notre identité culturelle. La gestion des terres peut également modérer les effets négatifs ayant une cause extérieure, notamment du fait de l'absorption du carbone par les sols exploités extensivement et pas les arbres.

L'ELO affirme que les principes qui président à la gestion durable des terres doivent également orienter les politiques environnementales. Ces principes sont une approche transgénérationnelle et fondée sur la science, le travail en partenariat sur la base d'une participation volontaire, le principe de

proportionnalité<sup>1</sup>, l'action décentralisée et le respect des cycles naturels. Trois facteurs sous-tendent ces principes: l'évolution des pratiques d'aménagement des gestionnaires, la transition majeure qui voit l'UE passer de la protection de l'agriculture à une politique rurale intégrée et l'accumulation des preuves montrant l'ampleur de la contribution de la gestion privée des terres à la conservation du paysage et de la biodiversité.

Thierry de l'Escaille,  
Secrétaire Général de l'ELO

.....  
<sup>1</sup> [Ed] La proportionnalité est le deuxième grand principe gouvernant l'exercice des compétences de l'Union européenne. En vertu de ce principe, l'action de l'Union (décisions et réglementations par ex.) ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour réaliser les objectifs fixés par les Traités.

*En exploitation forestière, les chevaux peuvent être aussi efficaces que les engins – et ne tassent pas le sol. © LIFE02 NAT/S/008483*





## Le programme BP pour la conservation de la nature

**L**a société BP s'est fixé des objectifs ambitieux pour ses opérations: "Pas d'accidents, pas de dommage pour les personnes et pas de dégradation de l'environnement." Elle a compris très tôt qu'il ne suffisait pas d'adresser des chèques aux groupes environnementaux pour apporter une contribution réelle aux buts poursuivis. S'associer avec les experts de

*En quête d'une main secourable : le grand murin (Myotis myotis) est proche de l'extinction en Europe. Il s'est réfugié dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale.*  
© Arge NATURSCHUTZ-LIFE00 NAT/A/007055



ce domaine s'est avéré être une méthode plus efficace pour contribuer aux priorités nationales, en incorporant la dimension du développement durable dans ses activités et au-delà. C'est dans cette démarche que s'inscrit le "BP Conservation Programme": un partenariat entreprise/ONG pour la préservation de la biodiversité qui occupe une place unique parmi les programmes de conservation.

Aux jeunes intéressés par une carrière dans la conservation de la nature, le BP Conservation Programme offre la formation, les ressources et le financement nécessaires pour réaliser des projets sur des problèmes de biodiversité d'importance mondiale. Géré conjointement par Flora & Fauna International, BirdLife International et BP, le programme a été lancé en 1990 et a reçu depuis le renfort de Conservation International et de la Wildlife Conservation Society.

Quinze années de travail avec les stagiaires ont produit une moisson impressionnante de réalisations au travers de 278 projets soutenus dans 77 pays: de la mise en œuvre de plans de conservation à la découverte de nouvelles espèces. Par exemple, dans le grand réseau de grottes de Transylvanie (Roumanie), qui abrite de grandes populations de chauves-souris d'Europe, Zoltan Nagy et son équipe ont travaillé avec les écoles et les collectivités locales pour mieux faire connaître ces fascinantes créatures et encourager le tourisme durable autour de ces grottes. Dans le contexte de la désignation prochaine des sites Natura 2000 de Roumanie, l'organisation qu'il a mise sur pied ne manquera pas de plaider pour la sélection d'un nombre suffisant de sites pour les chauves-souris.

Marianne Carter  
*Directrice du BP Conservation Programme*

## Aménagement de carrières et critères de biodiversité

**P**résent dans plus de 70 pays, Lafarge est l'un des premiers groupes mondiaux actifs dans l'exploitation de carrières. Leader du secteur, Lafarge entend inscrire ses activités dans une stratégie de développement durable. Cela implique, entre autres, que le groupe intègre la problématique de la biodiversité pendant et après l'exploitation des carrières. Ainsi, sur le site de Ramsdorf (Allemagne), on a observé jusqu'à 250 couples d'hirondelles de rivage (*Riparia riparia*) nichant dans les parois sableuses dégagées par l'exploitation de la carrière. Les travaux dans cette partie du site ont été suspendus jusqu'au départ de cet oiseau migrateur relativement rare, qui figure sur la liste de la Directive Oiseaux.

Plus de 20% des carrières du Groupe ont un impact sur la biodiversité. Pour mieux évaluer l'impact de ses opérations, Lafarge a défini un ensemble d'indicateurs permet-

tant d'analyser l'évolution de la biodiversité sur ses sites, en concertation avec un comité scientifique où figurent le WWF et le Musée national d'histoire naturelle (France). Après une année de validation en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne, l'objectif est d'élaborer progressivement un plan d'ensemble en faveur de la biodiversité pour toutes les carrières. Les démarches de consultation et de coopération demeureront au centre de la gestion des sites afin de garantir la prise en compte des attentes et aspirations locales.

Depuis 2000, chaque carrière Lafarge doit avoir un plan de réaménagement dès avant son ouverture. Ce plan doit intégrer les préoccupations des parties prenantes locales et présenter un projet de réhabilitation du site, par exemple création d'une réserve naturelle, restauration de l'affectation antérieure (agriculture/sylviculture)

ou aménagement de sites récréatifs. Par exemple, à Whisby (Royaume-Uni), le Groupe a réaménagé 160 ha de superficie exploitée en 2001 pour créer, avec les collectivités locales, un parc naturel. Aujourd'hui, le Whisby Nature Park abrite 28 espèces de papillons et reçoit 100 000 visiteurs par an.

*Avec la coopération de:*  
Arnaud Colson, *directeur Affaires publiques, Environnement et Ressources minérales, Lafarge Granulats* et Michel Picard, *directeur général adjoint Environnement, Lafarge.*

*Hirondelles de rivage nichant dans une carrière. © ARR Lafarge Medialibrary*



# Mise en œuvre de Natura 2000

Au cours des quinze dernières années, LIFE-Nature a aidé plus de 870 projets et a considérablement contribué à la mise en œuvre des Directives Habitats et Oiseaux par un soutien direct à l'identification, à la gestion et à la restauration de sites dans le réseau Natura 2000. Plus de 680 millions d'euros, complétés par une contribution similaire des partenaires et des bénéficiaires, ont ainsi été consacrés aux efforts de préservation de la nature à travers l'Europe.

Entre 1985 et 2004, 1 844 pSCI et 498 ZPS dans l'UE15 ont fait l'objet d'au moins un projet LIFE-Nature, soit un total de 2 342 sites Natura 2000. Cela représente environ 11% des pSCI et 13% des ZPS au sein du réseau Natura 2000. De plus, 15,5% des pSCI et 20,7% des ZPS concernées ont été ciblées par plusieurs projets.

En 2004, une proportion remarquable de 90% des habitats listés dans la Directive Habitats avait connu au moins un projet LIFE-Nature dans le cadre de LIFE II (1996-1999) et LIFE III (2000-2004). Seuls 22 habitats n'ont pas été traités directement pendant cette période. Ils sont essentiellement situés dans le centre et le sud de l'Europe ou dans les nouveaux États membres, qui ne bénéficient de LIFE-Nature que depuis l'an 2000. Certains des projets lancés dans la période 2004-2006 por-

.....  
1 Pour les nouveaux États membres et la Roumanie, les données ne sont pas encore disponibles.



Information du public sur la flore et la faune d'un espace Natura 2000 dans le parc national espagnol de Cabo de Gata-Níjar. © LIFE00 NAT/IE/007304

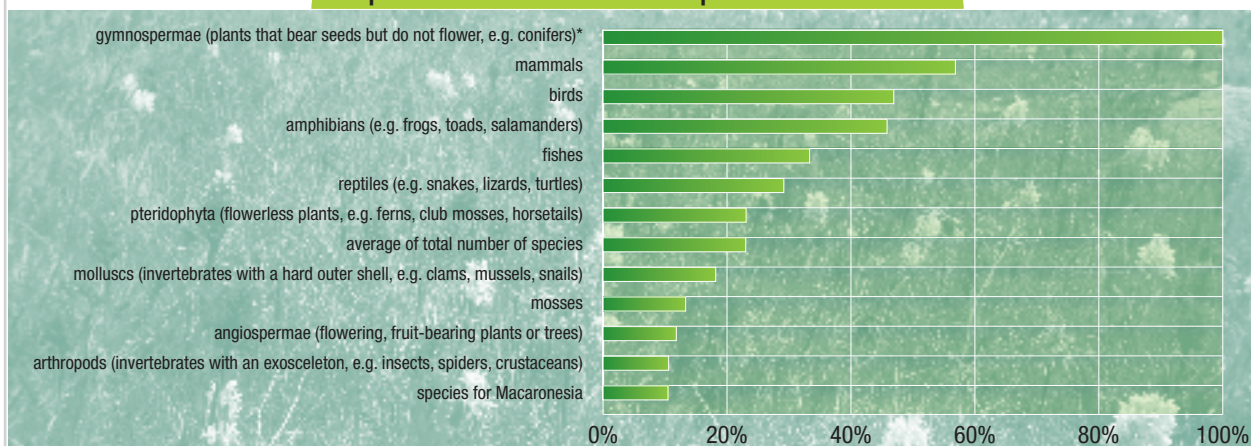
tent sur plusieurs de ces habitats. La couverture par LIFE-Nature des habitats listés approchera ainsi les 100% lorsque le dernier train de projets sera mis sur les rails en 2006/2007.

La moitié environ des projets LIFE-Nature concerne directement une ou plusieurs espèces visées par les Directives Habitats et Oiseaux (voir figure

1). Au moins 23% des espèces listées dans ces Directives ont fait l'objet d'un ou plusieurs projets LIFE-Nature. Mais, le nombre d'espèces bénéficiant d'une aide LIFE est en réalité nettement plus élevé, puisque les chiffres ne tiennent pas compte des espèces qui ne sont pas mentionnées dans l'objectif des projets mais qui profitent néanmoins des actions menées.



## Espèces directement ciblées par LIFE-NATURE\*



\*Le graphique montre le pourcentage des espèces listées dans les Directives Habitats et Oiseaux qui ont été ciblées par LIFE-Nature; dans le cas des gymnospermes, il n'y a qu'une seule espèce listée.



## LIFE sur terre

Les projets LIFE-Nature abordent un large éventail de questions, toutes en rapport avec la biodiversité. LIFE-Nature étant un programme axé sur la demande, l'approche choisie par chaque projet varie en fonction des conditions spécifiques du problème traité mais aussi selon le mandat ou la compétence du bénéficiaire du projet et de ses partenaires. Les données des projets LIFE se trouvent dans la base de données des projets du site LIFE sur <http://ec.europa.eu/environment/life>.

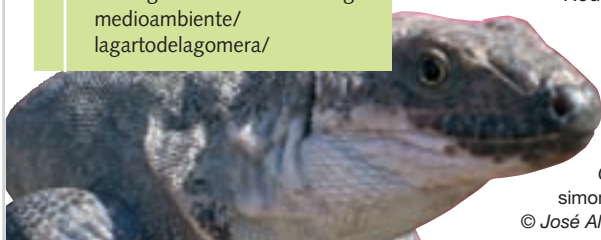


LIFE à l'ouvrage : observation des amphibiens à l'épuisette. © LIFE00 NAT/EE/007083

Certains projets portent sur une seule espèce, comme le lézard géant de la Gomera (*Gallotia simonyi gomerana*), que l'on croyait éteint mais qui a été redécouvert en 1999. En 2002, on n'en recensait que 20 individus, menacés par l'isolement, la destruction de leur habitat et la prédation exercée par les chats féroces (espèce allogène envahissante). Le projet en a obtenu la reproduction en captivité et a réussi à multiplier par deux la population. Les lézards nés en captivité seront progressivement relâchés sur des sites choisis aux cours des prochaines années.



**Référence du projet:**  
LIFE02 NAT/E/008614  
**Site Internet:**  
[www.gobiernodecanarias.org/medioambiente/lagartodelagomera/](http://www.gobiernodecanarias.org/medioambiente/lagartodelagomera/)



De la même façon, en Roumanie, la vipère d'Orsini hongroise – que l'on pensait disparue de Roumanie – a été récemment redécouverte dans ce pays. Le reptile, au dos jaunâtre avec un motif noir en zigzag, était autrefois courant dans le bassin des Carpates, où son habitat naturel, la steppe, dominait le paysage. Il fait aujourd'hui partie des sous-espèces de reptiles les plus rares du monde et c'est le serpent le plus menacé d'Europe. En Hongrie, LIFE-Nature soutient un projet de protection de ses habitats connus. Vu le risque potentiel de consanguinité, un centre de reproduction a été créé afin d'assurer la viabilité à long terme de l'espèce. Un second projet LIFE-Nature a été lancé en Roumanie en 2005 dans le but d'établir une zone de protection, avec

un espace tampon autour des habitats de la population redécouverte.



**Référence du projet:**  
LIFE04 NAT/HU/000116  
**Site Internet:**  
[www.mme.hu/rakosivipera/main\\_en.htm](http://www.mme.hu/rakosivipera/main_en.htm)



**Référence du projet:**  
LIFE05 NAT/RO/000158  
**Site Internet:**  
[www.crim.ro/](http://www.crim.ro/)

D'autres projets, comme le projet Schütt-Dobratsch dans les Alpes autrichiennes, travaillent sur des mosaïques d'habitats complexes et des problèmes transsectoriels. Ce projet a restauré les prairies et habitats humides et amélioré la situation des amphibiens et des libellules de la région. L'augmentation des populations d'espèces prioritaires de papillons et l'expansion de l'aire favorable aux orchidées sont considérées comme étant le résultat des aménagements réalisés dans ce cadre. Le projet

Lézard géant de la Gomera (*Gallotia simonyi gomerana*)  
© José Alvarez

a également participé à la construction d'une passerelle sur autoroute pour la migration des ours, qui a aussitôt été empruntée, en 2005, par un premier ours brun en provenance de Slovaquie.



**Référence du projet:**  
LIFE00 NAT/A/007055  
**Site Internet:**  
[www.schuett.at/home/index.php](http://www.schuett.at/home/index.php)



*Surveillance de la flore dans le cadre d'un projet LIFE-Nature.*  
© LIFE98 NAT/E/005358



*Ours brun (Ursus arctos) en balade en Autriche.*  
© Arge NATURSCHUTZ-  
LIFE00 NAT/A/007055

LIFE-Nature a contribué à l'élaboration des plans de gestion des sites Natura 2000 dans toute l'Europe. Plus de la moitié des projets LIFE-Nature ont rédigé des plans de gestion, collecté des données ou contribué aux perspectives à long terme définies pour la zone concernée par le projet. Une nouvelle publication LIFE Focus (voir les Brèves, page 29) se penche sur les méthodologies des plans de gestion et présente des projets qui les ont adoptés avec succès. L'expérience acquise par les projets LIFE-Nature représente une source d'information privilégiée pour les États membres et la Commission en vue

de définir des objectifs de gestion pour tous les sites Natura 2000 d'ici 2010. Ainsi, deux projets LIFE-Nature importants en France et en Italie ont contribué à produire des schémas directeurs nationaux pour la gestion des sites Natura 2000, dont peuvent s'inspirer les autres États membres. Les deux approches sont différentes, la France privilégiant la consultation et l'intermédiation et l'Italie mettant l'accent sur le partage des expériences entre les gestionnaires de sites de diverses régions.



**Référence du projet:**  
LIFE95 NAT/F/000533  
**Site Internet:**  
<http://natura2000.environnement.gouv.fr/>



**Référence du projet:**  
LIFE99 NAT/IT/006279  
**Site Internet:**  
[www.minambiente.it](http://www.minambiente.it)

La Slovaquie, nouvel État membre, mène actuellement un projet LIFE-Nature qui

poursuit des objectifs similaires. Ayant proposé près de 35% de son territoire pour Natura 2000, le pays est conscient de la nécessité de sensibiliser les administrations locales aux valeurs de la biodiversité. Il s'agit de fournir à ces administrations un modèle sur lequel appuyer les actions de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Dans ce but, un ensemble officiel de "Lignes directrices pour la préparation des plans de gestion des sites Natura 2000 en Slovaquie" sera publié et utilisé pour rédiger et mettre en œuvre cinq plans de gestion pour des sites couvrant ensemble plus de 67 000 ha. Pour améliorer l'information à la disposition des gestionnaires, le projet mettra en ligne un outil d'informations Natura 2000 et organisera des ateliers d'initiation au système.



**Référence du projet:**  
LIFE04 NAT/SI/000240  
**Site Internet:**  
[www.zrsvn.si/life/si/default.asp](http://www.zrsvn.si/life/si/default.asp)

Une majorité de projets LIFE-Nature cherche également à associer la gestion des espaces Natura 2000 aux mesures agroenvironnementales, à la sylviculture responsable ou tout autre pratique de gestion durable. Une approche fréquemment suivie par les projets LIFE-Nature consiste à intervenir sur une zone pour la rendre apte au pâturage à long terme, ce qui permet de bénéficier de financements agroenvironnementaux.

*Restauration d'un sentier dans la zone protégée de Kostomuksha. © Sergey Trakhov - LIFE04 TCY/ROS/000050*



## La biodiversité dans LIFE-Environnement et LIFE-Pays tiers

Sans viser directement la problématique nature et biodiversité, ces deux autres branches de LIFE ont néanmoins joué un rôle clé dans l'amélioration des conditions propices à la biodiversité en Europe et dans les pays voisins. LIFE-Environnement, par exemple, a soutenu des projets qui ont révolutionné les méthodes de détection et de nettoyage des rejets d'hydrocarbures dans l'eau, au bénéfice notamment de la biodiversité. LIFE-Pays tiers cofinance des projets dans les pays voisins de l'UE, y compris les pays candidats et futurs adhérents. De multiples actions de renforcement des compétences ont été menées pour aider ces pays à protéger leur biodiversité et leurs espaces naturels et à harmoniser leur gestion et leur législation avec les normes européennes. Beaucoup ont directement bénéficié à l'environnement de l'Union, notamment en réduisant la pollution en provenance de ces pays.





© A. Renders



Île au large de la côte suédoise: pacage traditionnel d'ovins et de bovins.  
© LIFE00 NAT/S/007118

C'est précisément la démarche adoptée par un projet belge sur le plateau de Saint-Hubert, où plus de 800 ha de tourbières arborées, marais de transition, hêtraie et aulnaie seront restaurés. Ce travail est associé à une conduite de pâturage ovin sur plus de 100 ha. Il améliorera la situation des habitats et augmentera la biodiversité tout en rendant la zone plus attrayante pour le cerf, emblème de cette forêt qui a été le théâtre de la conversion miraculeuse de saint Hubert.



**Référence du projet:**  
LIFE03 NAT/B/000019  
**Site Internet:**  
[http://mrw.wallonie.be/dgrne/sibw/offh/life\\_tourbieres/](http://mrw.wallonie.be/dgrne/sibw/offh/life_tourbieres/)

Une série d'autres projets œuvrent à la réhabilitation des pratiques traditionnelles de fauche et de pacage, deux modes d'utilisation des terres qui reculent en Europe mais dont dépend la survie de plus du tiers des espèces en Europe. De nombreux projets ont ainsi

réussi à réintroduire le pâturage avec des races de bétail robustes, comme dans le cas d'une île suédoise où les "alvars" traditionnels étaient progressivement abandonnés et envahis par la végétation. Le projet local est parvenu à inverser cette tendance, le pâturage passant en cinq ans de 60% à 85% de la superficie des alvars. Il a également réussi à convaincre les décideurs politiques d'inclure les travaux d'éclaircissage dans le Plan national de développement rural. Les aménageurs d'autres régions de Suède ont ainsi pu mettre en œuvre des mesures similaires au bénéfice de la biodiversité dans tous le pays.



**Project reference:**  
LIFE96 NAT/S/003185  
**Web site:**  
[www.o.lst.se/h/amnen/Natur/projekt/avslutade/projekt/skydd\\_restaur\\_life.htm](http://www.o.lst.se/h/amnen/Natur/projekt/avslutade/projekt/skydd_restaur_life.htm)

Dans le cadre d'un projet LIFE estonien, le bénéficiaire a entrepris de restaurer et protéger 16 sites de prés

salés de la Baltique boréale. La végétation halophile (qui tolère bien le sel) des prés salés se distingue par son aptitude à supporter des conditions extrêmes: salinité de l'eau de mer, immersion brève ou prolongée, recul du jusant et déferlement des vagues. Pendant des siècles, les habitants du littoral ont fauché les foins sur les parties stables et fait paître les animaux sur les sols meubles, mais cette pratique a été progressivement délaissée au cours des 30 dernières années. En conséquence, la frange basse des prés salés est envahie de roseaux tandis que la partie haute se couvre d'aulnes et de saules. Au fil du temps, ces zones se sont boisées et les plantes halophiles, ainsi que les nombreuses espèces d'oiseaux qui en dépendent, disparaissent. Le projet LIFE-Nature soutient la réintroduction des modes de gestion traditionnels sur plus de 1 500 ha de prés salés, en vue de préserver les végétaux et les populations déclinantes de crapauds calamites et autres amphibiens. Les enseignements du projet figurent dans des "Best practice guidelines for coastal meadow management" que l'on peut télécharger sur le site LIFE: <http://ec.europa.eu/environment/life>.



**Référence du projet:**  
LIFE00 NAT/EE/007083  
**Site Internet:**  
[www.envir.ee/life.westest/](http://www.envir.ee/life.westest/)

*Animal légendaire, la protection du loup (Canis lupus) requiert l'implication de toutes les parties prenantes. © Hamsterfun*



## LIFE-Pays tiers: un plan "loup" pour la Croatie

La population lupine de Croatie est estimée à environ 150 individus, localisés principalement le long de la frontière avec la Slovaquie et de celle avec la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. Pour la Croatie, la conservation des loups, comme pour les grands carnivores en général, représente un défi d'envergure et particulièrement complexe, où se mêlent des facteurs écologiques, économiques, institutionnels, politiques, sociaux et culturels. Les efforts de protection de l'espèce n'avaient rencontré qu'un faible écho dans le processus de décision et l'application des mesures n'étaient pas suivies, par manque de compréhension et d'intérêt. L'un des principaux objectifs du projet LIFE était l'instauration d'un Plan de gestion du loup pour la Croatie, acceptable pour toutes les parties prenantes. Le plan a été élaboré au travers d'ateliers, en consultation étroite avec les acteurs de terrain et les groupes concernés, y compris les éleveurs, les chasseurs et les associations de protection de la nature. Il a été adopté par le ministère compétent en 2004 et son texte peut être téléchargé sur le site internet du projet.



**Référence du projet:** LIFE02 TCY/CRO/014  
**Site Internet:** [www.life-vuk.hr](http://www.life-vuk.hr)

## LIFE pour les oiseaux

En 2004, nous avons célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Directive "Oiseaux" avec la signature d'un protocole d'entente entre Birdlife International et la Fédération européenne des associations de chasse (FACE) qui a marqué un tournant positif dans les relations entre ces parties prenantes jouant un rôle important dans la conservation des oiseaux.

**P**rès de la moitié des projets LIFE-Nature comportent des actions dans ce domaine et s'efforcent souvent de réunir chasseurs et écologistes mais aussi exploitants des terres et autres partenaires dans le but commun d'améliorer le sort des espèces d'oiseaux menacées. Dans un projet finlandais

relatif aux zones humides, des associations de chasse locales se sont associées aux municipalités et aux services nationaux de protection de la nature afin d'assurer la conservation de plus de 20 espèces rares dans les zones humides du sud du pays. Le projet a également amélioré l'accompagnement et la gestion de la fréquentation de ces sites.

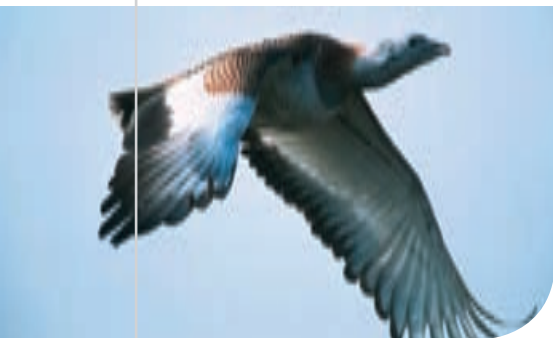
triques aériennes. Ils parviennent généralement à instaurer une collaboration avec les sociétés d'électricité nationales et régionales pour placer des dispositifs empêchant l'électrocution des oiseaux lorsqu'ils se posent sur les lignes ou rendre celles-ci plus visibles aux oiseaux la nuit. Trois projets de ce type sont en cours pour améliorer la situation de la grande outarde en Hongrie, Slovaquie et Autriche. Les projets sont indépendants mais ont atteint un niveau de coopération remarquable pour coordonner leur travail et partager les informations.

*La grande outarde (Otis tarda) est proche de l'extinction en Europe. Avec le soutien de LIFE, une nouvelle population est en cours d'établissement en Espagne et en Europe centrale et orientale.*  
© LIFE05 NAT/A/000077

**Référence du projet:**  
LIFE99 NAT/FIN/6278  
**Site Internet:**  
[www.metsa.fi/natural/projects/wetlands/index.htm](http://www.metsa.fi/natural/projects/wetlands/index.htm)

De nombreux projets portent sur la restauration de l'habitat des oiseaux, souvent sur des terres agricoles semi-naturelles et des zones humides. Une série de projets se sont penchés sur le taux élevé de mortalité chez les rapaces et autres espèces de grande taille à la suite de collisions avec les lignes élec-

**Références des projets:**  
LIFE05 NAT/A/000077  
**Site Internet:**  
[www.grosstrappe.at/indexe.html](http://www.grosstrappe.at/indexe.html)  
LIFE05 NAT/SK/000115  
**Site Internet:**  
[www.soprs.sk](http://www.soprs.sk)



## LIFE en mer

LIFE-Nature a appuyé une cinquantaine de projets axés sur l'environnement marin. Nombre d'entre eux portent sur des espèces en danger critique d'extinction et cherchent à dépasser les contradictions l'exploitation des ressources, le tourisme et les objectifs de conservation. Une prochaine édition de LIFE Focus examinera de manière plus approfondie la contribution de LIFE à la gestion et préservation de la biodiversité maritime.

**L**a contribution de LIFE à l'identification des zones présentant un intérêt de conservation et à l'élaboration de plans de gestion a été un élément moteur dans la mise en place de sites Natura 2000 marins. En association avec les collectivités locales, les pêcheurs, le secteur touristique et d'autres partenaires locaux, un projet portugais a élaboré les plans de gestion couvrant cinq SIC marins et sept ZPS dans

l'archipel des Açores. Dans ce cadre sont identifiés les moyens de réduire les prises accessoires de tortues caouanes, une espèce gravement menacée. Des mesures permettent aussi de diminuer l'impact négatif du tourisme d'observation des baleines sur ces dernières ainsi que sur les dauphins et de nouvelles dispositions sont prises pour augmenter les chances de reproduction du pétrel de Madère.

*Tortue caouane (Caretta caretta).*  
© LIFE99 NAT/IT/006271







*Le tourisme d'observation des baleines est devenu une industrie touristique importante des Açores.*

© LIFE98 NAT/PT/5275

Le projet a entraîné une forte sensibilisation et a servi de catalyseur pour diverses initiatives de protection

de la tortue caouane et du grand dauphin, dont dépend une partie de l'économie locale.



**Référence du projet:**  
LIFE98 NAT/P/005275  
**Web site:**  
[www.horta.uac.pt/  
projectos/macmar/life/  
index.html](http://www.horta.uac.pt/projectos/macmar/life/index.html)

De multiples projets LIFE-Nature ciblent les zones littorales, notamment les dunes et les prés salés. Au Danemark, un projet récent s'est concentré sur la restauration des habitats dunaires sur les rives de la mer du Nord. D'importants travaux de restauration et de gestion ont été entrepris sur plus de 5 600

ha, y compris de grandes étendues de dunes grises, un habitat "fixé" favorable à l'épanouissement de plantes carnivores rares comme la grassette et la droséracée. Le projet a accumulé une expérience de gestion précieuse, largement partagée avec les gestionnaires d'autres sites européens, notamment lors d'un atelier réunissant des participants du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de Lettonie et d'Allemagne.



**Référence du projet:**  
LIFE02 NAT/DK/008584  
**Site Internet:**  
[www.skovognatur.dk/Emne/  
Naturbeskyttelse/Naturpleje/  
Naturprojekter/Klithede/  
Restorationdune.htm](http://www.skovognatur.dk/Emne/Naturbeskyttelse/Naturpleje/Naturprojekter/Klithede/Restorationdune.htm)

## Demain LIFE+

L'appel à propositions publié en 2005 est le dernier du programme LIFE en cours, qui s'achève à la fin de 2006. Afin d'assurer la continuité des interventions communautaires en faveur de l'environnement, la Commission a proposé un nouvel instrument financier pour l'environnement couvrant la période 2007-2013: LIFE+ (LIFE Plus).

L'objectif général de LIFE+ est de contribuer à la mise en œuvre, à l'actualisation et au développement de la politique et du droit communautaires en matière d'environnement, et notamment à l'intégration de la dimension environnementale dans d'autres politiques, et de participer ainsi au développement durable. En particulier, LIFE+ appuiera la mise en œuvre du sixième programme d'action pour l'environnement, incluant les stratégies thématiques, et financera les mesures et projets à valeur ajoutée européenne dans les États membres. Le nouvel instrument comprend trois volets. Le premier, LIFE+ "Nature et biodiversité" contribuera à la mise en œuvre de la politique et du droit communautaires en matière de nature et de biodiversité, et notamment les Directives Oiseaux et Habitats, et soutiendra la poursuite de la mise en œuvre du réseau Natura 2000. Ce

volet participera également au développement d'une base de connaissances pour l'évaluation de cette politique et soutiendra l'élaboration des instruments nécessaires, tout en favorisant une meilleure gouvernance environnementale et une participation accrue des parties intéressées. Le second volet, LIFE+ "Politique et gouvernance" fournira un soutien aux approches et méthodes novatrices pour les politiques, avec une attention particulière pour le changement climatique, l'environnement et la santé et la qualité de la vie ainsi que les ressources naturelles et les déchets. Le dernier volet, LIFE+ "Information et communication", appuiera la diffusion des informations et la sensibilisation aux questions environnementales et soutiendra les mesures d'accompagnement, telles que campagnes de communication, conférences, publications et formations. Le nouvel ins-

trument autorise une gestion déléguée dans le cadre de laquelle 80% environ du budget peuvent être alloués aux États membres pour le financement de projets et mesures au travers de programmes nationaux.

Le Parlement européen a rendu un premier avis au cours de l'été 2005 et le Conseil est parvenu à un accord politique partiel sur LIFE+ le 2 décembre 2005. Le budget n'est pas encore fixé, dans l'attente d'un accord général sur les perspectives financières de l'Union pour 2007-2013. Le processus institutionnel se poursuivra en 2006 avec l'objectif de permettre la mise en place de LIFE+ en 2007.

Les nouvelles concernant LIFE+ seront traitées dans LIFEnews, le bulletin électronique de l'unité LIFE; on peut le consulter ou s'y abonner sur le site <http://ec.europa.eu/environment/life>.





## Partenariats pour la biodiversité

Le "Compte à rebours 2010" est une alliance de partenaires publics, associatifs et privés qui s'engagent à contribuer activement à arrêter la perte de biodiversité en Europe d'ici 2010. Lancé en mai 2004, il comporte trois axes essentiels: partenariat, communication et évaluation. Le secrétariat de l'initiative, hébergé par le bureau régional pour l'Europe de l'UICN (Union mondiale pour la nature), aide les partenaires à agir en ce sens. Alors que quatre années seulement nous séparent de l'échéance, des partenariats forts entre les secteurs et les actions à tous les niveaux sont nécessaires pour atteindre l'objectif de 2010.



Hibou moyen-duc (*Asio otus*). © Arge NATURSCHUTZ-LIFE00 NAT/A/007055

**P** principale valeur ajoutée de cette initiative: la communication. L'idée du Compte à rebours 2010 est de mettre en avant l'objectif visé en lui donnant une identité distincte et en assurant la visibilité des succès obtenus par ses partenaires. L'initiative offre une plate-forme de communication et de partage d'expériences et d'informations ouverte aux organisations intervenant sur

divers aspects de la biodiversité. Afin de suivre la progression par rapport à l'objectif de 2010, elle met au point une "Scorecard" (bulletin de score), un mécanisme simple, basé sur des données scientifiques, pour évaluer et communiquer au public l'état d'avancement et permettre des réactions rapides en cas de résultats insatisfaisants.



Lancement du Compte à rebours 2010 à Malahide en présence de représentants de gouvernements, de la commissaire européenne en charge de l'environnement et de partenaires de la société civile.  
© Irish EU presidency 2004.





Experts locaux en action pour protéger le vautour moine en Espagne.  
© Arge NATURSCHUTZ-LIFE00 NAT/E/007340

### En collaboration avec les autorités locales

Enrayer le déclin de la biodiversité européenne requiert la participation des parties prenantes à tous les échelons. Le Compte à rebours 2010 collabore avec les autorités locales et régionales, des petites communes aux plus grandes régions.

De manière générale, au niveau local, les activités de protection de la nature ont un excellent rapport coût-efficacité et parviennent mieux à mobiliser les parties prenantes et à sensibiliser les populations locales. Le Compte à rebours 2010 reconnaît cet élément crucial et encourage la participation des collectivités territoriales dans l'alliance. La région du Brabant septentrional (Pays-Bas) a été la première à s'associer à l'initiative en 2004, suivie par les villes de Tilburg et Boxtel. Le Brabant septentrional a développé une stratégie pour la biodiversité ainsi qu'une plate-forme régionale pour l'échange d'expertise. En 2006, la région inaugurerait l'emploi de la Scorecard Compte à rebours 2010. La municipalité de Tilburg a adopté une politique de planification conjuguant aménagement urbain et préservation de la biodiversité. Le Comité des

régions de l'UE appuie totalement l'initiative en diffusant le message du Compte à rebours 2010 parmi ses membres. Plusieurs régions sont sur le point de rejoindre l'alliance, parmi lesquelles l'Île-de-France et Paris (France), la Wallonie (Belgique) ainsi que la Cantabrie, les Asturies et Castille-León (Espagne).

Le Compte à rebours 2010 encourage les rapprochements et jumelages entre collectivités locales de différents pays en vue de partager les expériences pertinentes. Par exemple, un problème fréquemment rencontré par les autorités locales concerne le manque d'expertise interne sur les questions de biodiversité. Lors de la récente Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, le Compte à rebours 2010 s'est associé à l'UNITAR pour lancer un programme spécifique de renforcement des compétences en biodiversité à destination des collectivités locales. En outre, un nouveau programme créé en partenariat avec l'ICLEI, le réseau des gouvernements locaux pour le développement durable, aidera les partenaires à élaborer des plans d'action visant à intégrer la biodiversité dans l'aménagement du territoire.



### Natura 2000 et Compte à rebours 2010

Le Compte à rebours 2010 se prépare à appuyer la mise en œuvre du plan d'action que la Commission européenne devrait présenter dans sa future communication sur la biodiversité. Parmi les grandes étapes du Compte à rebours 2010 figure l'achèvement du réseau Natura 2000. Les partenaires de l'alliance prennent des mesures pour sensibiliser les citoyens. Un jeu d'outils de communication sera mis à la disposition des acteurs locaux pour contribuer à mieux faire connaître au public les enjeux de la biodiversité. Une attention spéciale sera accordée aux bonnes pratiques de gestion des sites Natura 2000, en se basant sur le travail accompli par la Commission européenne pour identifier un ensemble de pratiques exemplaires dans ce domaine à partir de l'expérience accumulée depuis plus de dix ans par les projets LIFE-Nature mais aussi par les partenaires de l'initiative NNI (Natura Networking initiative). Ces exemples de bonne gestion peuvent également fournir des modèles de "success stories" pour le Compte à rebours 2010.



Le guide de bonnes pratiques «Good practices in managing Natura 2000 sites» (anglais) se trouve sur le site web de la Commission européenne - page Natura 2000 de la DG Environnement.

Pour de plus amples informations sur l'initiative Compte à rebours 2010:  
[www.countdown2010.net](http://www.countdown2010.net)

# natura

## Brèves

### Nouveau visage pour la lettre d'information Natura 2000

Les fidèles lecteurs auront remarqué la nouvelle maquette de cette lettre d'information. Ce remodelage est l'œuvre d'une nouvelle équipe d'assistance technique pour LIFE. Depuis juillet 2005, le GEIE Astrale ([www.astrale.org](http://www.astrale.org)) est chargé du suivi et de la promotion des projets cofinancés par les volets LIFE-Nature, LIFE-Environnement et LIFE-Pays tiers. Il réunit 11 partenaires européens et comprend une cellule de communication en charge de la lettre d'information Natura 2000 (<http://ec.europa.eu/environment/life/infoproducts>) et des informations relatives aux financements communautaires LIFE (<http://ec.europa.eu/environment/life>). La cellule de communication Astrale est basée à Bruxelles et peut être jointe à l'adresse [aeidl@astrale.org](mailto:aeidl@astrale.org).

### Nouvelle publication LIFE-Nature sur la gestion intégrée



Une nouvelle brochure Focus, réalisée par l'unité LIFE de la DG Environnement, illustre la contribution de LIFE-Nature à la gestion intégrée des sites Natura 2000. Elle fait la synthèse des éléments essentiels des Directives communautaires Oiseaux et Habitats et expose les principales orientations et recommandations des États membres. Elle présente ensuite, à titre d'exemple, des plans de gestion réalisés pour des projets LIFE-Nature et fournit la liste des 428 projets ayant élaboré des plans de gestion, dont une part considérable s'attache à la protection d'espèces et d'habitats spécifiques. Ces plans, avec les données collectées pour leur préparation, présentent un intérêt particulier pour les gestionnaires qui travaillent sur des objectifs et dans des situations similaires sur le territoire de l'UE.

La brochure peut être téléchargée en ligne sur le site internet de LIFE (<http://ec.europa.eu/environment/life>).

Sa version imprimée est disponible sur commande à l'Office des publications officielles des Communautés européennes (<http://bookshop.eu.int/>).

### Appel à propositions



#### LIFE 2005

Un nombre impressionnant de 228 dossiers de projet pour LIFE-Nature ont été déposés auprès des services de la Commission en réponse au dernier appel à propositions dans le cadre du programme LIFE III étendu. Ils proviennent de 24 États membres et de la Roumanie. Ils ont été instruits par un comité d'évaluation externe en concertation avec les unités LIFE et Nature & biodiversité de la DG Environnement. Une sélection des meilleurs projets fut présentée en avril 2006 au comité Habitats, qui a statué sur leur financement pour que les projets retenus puissent démarrer dès la fin de 2006 ou au début de 2007.

De plus amples informations sur les nouveaux projets seront données par la compilation des projets 2006, qui sera publiée sur le site internet de LIFE (<http://ec.europa.eu/environment/life>) et annoncée dans LIFEnews.

### Les cultures biologiques favorables à la biodiversité

"Science for Environment Policy", nouveau service de veille informative de la DG Environnement, rapporte les conclusions d'une étude récente selon laquelle les sols de cultures biologiques sont plus riches en espèces de bactéries et de nématodes. Ces sols présentent également une activité biologique supérieure à celle des exploitations conventionnelles. En outre, les concentrations de nitrates y sont notablement moins élevées et ils offrent une meilleure résistance au stress dans le cycle séchage-remouillage.

À ce propos, conformément au plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques, la Commission va lancer en 2006 une campagne à l'échelle communautaire pour promouvoir l'alimentation biologique.

Étude: van Diepeningen, A.D. et al (2006), "Effects of organic versus conventional management on chemical and biological parameters in agricultural soils", *Applied Soil Ecology* 31:120-135

Pour s'abonner au service de veille "Science for Environment Policy": [http://ec.europa.eu/environment/integration/research\\_alert\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/integration/research_alert_en.htm).



## Stratégies pour l'environnement et communication sur la biodiversité

Mettant en œuvre le sixième programme d'action pour l'environnement, qui prévoit un ensemble de sept stratégies thématiques, la Commission a présenté en 2005 et 2006 cinq de ces stratégies: pollution atmosphérique, protection du milieu marin, exploitation durable des ressources, prévention des déchets et environnement urbain. Elles sont en première ligne d'une révision approfondie de l'approche européenne des questions environnementales. Deux autres stratégies, sur la qualité des sols et les pesticides, sont attendues en 2006. Le texte intégral des stratégies proposées est disponible sur le site internet de la DG Environnement (<http://ec.europa.eu/environment>). Par ailleurs, après consultation des parties intéressées à la fin de 2005, la Commission publiera une communication sur la biodiversité vers la mi-2006.

*L'actualité concernant cette communication peut être suivie sur le site de l'unité Nature et Biodiversité Unit (<http://ec.europa.eu/environment/nature>).*



© K. Hoyer

## État et perspectives de l'environnement en Europe

L'Agence européenne de l'environnement (AEE) a publié en décembre 2005 la nouvelle édition du rapport "Environnement en Europe: état et perspectives". Cet ouvrage volumineux dresse un bilan détaillé de



l'état de l'environnement en Europe, notamment l'évaluation des milieux terrestres et aquatiques et l'analyse d'un jeu d'indicateurs clés pour la biodiversité. Il note, dans ses conclusions sur la biodiversité, qu'en dépit de progrès évidents, un travail considérable doit encore être fourni pour mettre en œuvre les instruments déjà disponibles. De nouveaux instruments semblent nécessaires pour préserver les écosystèmes et la biodiversité qui conditionnent notre niveau de vie.

*Le rapport peut être commandé en version imprimée ou téléchargé sous forme électronique sur le site internet de l'AEE ([www.eea.eu.int](http://www.eea.eu.int)).*

## Coopération au développement et biodiversité

Une grande conférence sur la coopération au développement et la biodiversité sera organisée, en automne 2006, sous les auspices du Compte à rebours 2010. Elle entend plus particulièrement identifier les voies d'une meilleure intégration et coordination des questions de biodiversité dans la coopération au développement conduite par l'Union européenne et les États membres. Elle s'intéressera également au soutien à fournir aux pays partenaires pour encourager une gestion durable de la biodiversité en tant que bien public mondial. Y participeront, en provenance du monde entier, des dirigeants politiques, des représentants de la société civile, des spécialistes en conservation de la biodiversité et des institutions

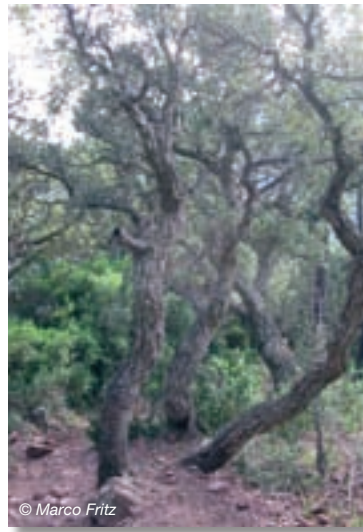
directement concernées par la coopération au développement.

*La conférence est organisée par l'UICN avec le soutien financier de la Commission européenne, de la France et éventuellement d'autres États membres. Pour plus d'informations, consultez le site internet du bureau européen de l'UICN ([www.iucneurope.org](http://www.iucneurope.org)).*

## Révision de la SDD

En 2005, la stratégie européenne en faveur du développement durable (SDD) a entamé un large processus de révision dont l'achèvement est prévu vers le milieu de 2006. Ce travail a mis en lumière l'importance d'une approche équilibrée du développement en Europe et dans le reste du monde, dont les trois piliers assurent la prise en compte des dimensions aussi bien sociale et environnementale qu'économique. Il affirme que l'argument "la croissance d'abord", pour générer les moyens nécessaires aux investissements sociaux et environnementaux, ignore la multiplicité et la complexité des interactions et rétroactions entre les trois piliers du développement et risque, sur le long terme, de nuire à la croissance économique et à notre bien-être futur.

*Un habitat comme une forêt de chênes nécessite une gestion durable.*



© Marco Fritz



## Rapports récents de l'Agence européenne de l'environnement

Au début de 2006, l'AEE a publié un rapport intitulé "Priority issues in the Mediterranean environment" qui appelle à une plus grande volonté politique pour faire respecter la législation environnementale en Méditerranée. Il traite notamment des problèmes liés à l'invasion d'espèces exotiques, à la pêche, à la pollution et à ses effets sur la biodiversité et les écosystèmes dans les eaux et sur les rives de la Méditerranée.

Le rapport "Sustainable use and management of natural resources", publié en décembre 2005, offre une synthèse de l'utilisation des ressources renouvelables et non renouvelables dans l'UE. Il conclut notamment qu'une utilisation plus efficace des ressources constitue une opportunité majeure pour l'Europe de réduire ses coûts de production. Contrairement à la productivité de la main-d'œuvre, qui a augmenté de 270% depuis 1960, l'efficacité énergétique, par exemple, n'a progressé que de 20%. Les deux rapports sont disponibles en version électronique sur le site internet de l'AEE (<http://reports.eea.eu.int/>).

## Examen de la politique environnementale de l'UE

L'Examen de la politique environnementale (Environment Policy Review - EPR) est une publication annuelle de la DG Environnement qui souligne les principales évolutions des politiques en matière d'environnement dans l'UE et les États membres et fournit des éléments d'analyse pour le Conseil européen de printemps des chefs d'État et de gouvernement. L'EPR dresse le bilan des progrès réalisés dans la mise en œuvre du 6e programme d'action communautaire pour l'environnement et du pilier environnemental de la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'UE l'économie de la connaissance la plus dynamique et la plus compétitive du monde d'ici 2010. L'EPR 2005 passe en revue les actions menées par les États membres pour réaliser les objectifs environnementaux inscrits dans les lignes directrices pour la stratégie de Lisbonne, et notamment ceux relatifs à la biodiversité.

L'EPR peut être téléchargé sur le site internet de la DG Environnement (<http://ec.europa.eu/environment/lisbon.htm>).



## Le saviez-vous ?

### - à propos de NNI, l'initiative de mise en réseau Natura

L'initiative NNI (Natura Networking initiative) a été lancée par Eurosite avec le soutien de la Commission européenne. Elle vise à promouvoir une bonne gestion des sites Natura 2000, à favoriser le partage des expériences et à sensibiliser le public et les parties prenantes à Natura 2000. L'initiative offre la possibilité aux gestionnaires de s'impliquer à différents "niveaux", du partage d'informations de base sur un site Natura 2000 et sa gestion à l'organisation de Journées vertes, mais aussi de devenir un ambassadeur de Natura 2000, pour accompagner et conseiller les responsables d'autres sites sur des questions spécifiques. Eurosite décerne également une récompense annuelle à des sites présentant une gestion exemplaire. En 2005, ce prix est allé à trois projets cofinancés par LIFE-Nature ([http://ec.europa.eu/environment/life/project/lifenat\\_eurosite.htm](http://ec.europa.eu/environment/life/project/lifenat_eurosite.htm)).

Pour en savoir davantage sur les activités d'Eurosite ou inscrire un site dans la NNI: [www.eurosite-nature.org](http://www.eurosite-nature.org).

natura Brèves

## Liens concernant la biodiversité

### Unité Nature et biodiversité de la Commission européenne

<http://ec.europa.eu/environment/nature>

### Unité LIFE de la Commission européenne

<http://ec.europa.eu/environment/life>

### Centre d'échange de la Communauté européenne sur la biodiversité

<http://biodiversity-chm.eea.eu.int/>

### Semaine verte: "La biodiversité, c'est la vie"

<http://ec.europa.eu/environment/greenweek>

greenweek

### La Convention sur la diversité biologique

[www.biodiv.org](http://www.biodiv.org)

### Liste rouge des espèces menacées établie par l'UICN

[www.redlist.org](http://www.redlist.org)

### Les "points chauds" de la biodiversité mondiale, présentés par Conservation International

[www.biodiversityhotspots.org](http://www.biodiversityhotspots.org)

### L'arche de Noé sur l'internet: images, films et descriptions d'un large éventail d'espèces menacées

[www.arkive.org/](http://www.arkive.org/)

### - site pour les enfants:

[www.planetarkive.org/](http://www.planetarkive.org/)

### - site pour les enseignants:

[www.arkiveeducation.org](http://www.arkiveeducation.org)

### Système d'information sur la conservation de la biodiversité. Un portail dédié au partage d'informations entre gestionnaires et décideurs sur la conservation et l'utilisation durable des ressources biologiques

[www.biodiversity.org](http://www.biodiversity.org)

### Économie et biodiversité: ce que les entreprises peuvent faire pour intégrer la biodiversité dans leurs activités

[www.businessandbiodiversity.org](http://www.businessandbiodiversity.org)

### Valoriser la biodiversité: un forum de discussion et de partage d'expériences

[www.biodiversityeconomics.org](http://www.biodiversityeconomics.org)





30 05 &gt; 02 06

# Programme de la conférence

Organisée tous les ans depuis 1999 par la Commission européenne, la Semaine verte réunit des milliers de participants originaires de toute l'Europe et représentant un large éventail de la société. L'édition 2006 a pour thème: "La biodiversité, c'est la vie!" Le programme prévoit des conférences sur la biodiversité dans la société, les enjeux de la mondialisation, paysage et espace, et gestion de la nature. La participation est gratuite. Un stand y sera consacré à LIFE, aux côtés d'autres présentant des projets LIFE exemplaires. Les informations sur la conférence et les renseignements pour l'inscription sont accessibles sur le site internet de la "Green Week" (<http://ec.europa.eu/environment/greenweek>).



THEMES		CONFÉRENCES (quatre séances parallèles)			
		BIODIVERSITÉ: UN ENJEU GLOBAL	GÉRER LES RESSOURCES NATURELLES	ESPACE ET NATURE	BIODIVERSITÉ ET SOCIÉTÉ
MARDI 30.05.2006					
10:30		<b>1. Séance d'ouverture: la biodiversité, c'est la vie!</b>			
14:30-18:00	Les problématiques	2. Vivre au-dessus de nos moyens La marque écologique	3. Us et abus: nos ressources naturelles en crise	4. De moins en moins d'espace pour la nature	5. Biodiversité: quelle valeur ?
MERCREDI 31.05.2006					
9:30-13:00	Les actions à mener	6. Les incidences du commerce... et ce que le commerce peut apporter	7. Récolter ce qui est semé: agriculture et forêts	8. Créer un réseau européen de la nature – le défi de Natura 2000 et au- delà	9. Biodiversité et services à l'écosystème: valeur et coûts de l'inertie
14:30-18:00	Les actions à mener	10. Avantages com- muns: biodiversité, biotechnologie et développement économique	11. Bleu marine: mers et océans	12. Réconcilier nature et développement	13. Principes de ges- tion: recherche, indicateurs et moni- torage
JEUDI 01.06.2006					
9:30-13:00	Les actions à mener	14. Biodiversité: luxe ou nécessité pour la coopération au dévelop- pement ?	15. La nature comme levier de développe- ment: labellisation, écotourisme	16. Changement clima- tique: une nouvelle menace pour la bio- diversité et un défi pour les politiques publiques	17. La biodiversité à l'ordre du jour des débat politiques
14:30-18:00	Agir collectivement	18. Partenariat mondial: le mécanisme de gouvernance internationale et la biodiversité	19. La biodiversité en résultats: affaires et biodiversité	20. La main à la pâte: implications régionale et locale	21. Passer le mot: la biodiversité pour la femme et l'homme de la rue
VENDREDI 02.06.2006					
9:30-13:00		<b>22. Conférence de clôture: compte à rebours 2010 – l'engagement communautaire</b>			

Éditeurs: Karen Hoyer, Catherine Stoneman and Katalin Kolosy (Astrale GEIE-AEIDL), Nicholas Hanley (DG ENV.B.2) and Simon Goss (DG ENVE.4).

Ont collaboré à ce numéro: Marita Arvela, Placido Hernandez Aguilar, Monique Braem, Jeroen Casaer, Marianne Carter, Christine Charlier, Arnaud Colson, Walter Cortellini, Guy Duke, Thierry de l'Escaille, Anne Louise Friedrichsen, Marco Fritz, Stefan Leiner, Katarina Lipovska, Federico Nogara, Micheal O'Brian, Juan Perez Lorenzo, Alexandra Vakrou and Frank Vassen.

Cette lettre d'information qui paraît deux fois par an est disponible en anglais, français, allemand, espagnol et italien. Pour la recevoir, abonnez-vous sur le site [http://ec.europa.eu/environment/news/natura/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/news/natura/index_en.htm).

Vous pouvez également consulter le site de la DG Environnement <http://ec.europa.eu/environment/nature/home.htm> où vous trouverez cette lettre d'information et d'autres documents sur la politique de conservation de la nature et de la biodiversité de l'Union européenne.

Pour de plus amples informations sur les projets LIFE: <http://ec.europa.eu/environment/life>.

**Veillez noter qu'à partir du 9 mai 2006, tous les sites de la Commission hébergés sur <http://europa.eu.int> migrent vers la nouvelle adresse Internet [ec.europa.eu](http://ec.europa.eu). Vous êtes invités à consulter les informations ci-inclues sur <http://ec.europa.eu/environment/life>.**

*natura* 2000

La lettre d'information Natura 2000 n'exprime pas forcément l'opinion officielle de la Commission européenne. Toute reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition de mentionner la source.

Design: Daniel Renders (Astrale GEIE-AEIDL)  
Maquette: Anita Cortés (Astrale GEIE-AEIDL)

